François HERTEL

NOUS FERONS L'AVENIR

FIDES

NOUS FERONS
L'AVENIR

DU MÊME AUTEUR

ESSAIS

Pour un ordre personnaliste, L'Arbre, 1942.

Leur Inquiétude, 1936 (réédition), Fides, 1944.

RÉCITS

Le beau risque, 1939 (réédition), Fides, 1942.

Mondes chimériques, 1940 (réédition), Pascal, 1944.

Anatole Laplante, curieux homme, L'Arbre, 1944.

POÈMES

Les voix de mon rêve, A.C.F., 1934, (épuisé).

Axe et parallaxes, Variétés, 1941, (épuisé).

Strophes et catastrophes, L'Arbre, 1943.

Cosmos, Serge, 1945, (sous presse).

François HERTEL

NOUS FERONS L'AVENIR

FIDES

MONTRÉAL
1945

INTRODUCTION

Tout autant que POUR UN ORDRE PERSONNALISTE, *cet ouvrage est le prolongement de* LEUR INQUIÉTUDE. *Cependant, on trouvera ici moins de théorie et un plus grand souci d'en venir à des applications pratiques. Notre peuple monte peu à peu vers la maturité. Je m'efforcerai d'indiquer les lignes de force de cette ascension, sans négliger les obstacles auxquels elle se heurte. Je proposerai des orientations qui me semblent fécondes, mais qui ne sont pas pour autant indiscutables.*

Ma position sera froidement et volontairement optimiste. Ce n'est pas avec des regrets et des récriminations qu'on construit le présent et qu'on prépare l'avenir. Je me garderai en particulier de l'anti-britannisme et de l'aigreur vis-à-vis des anglophones auprès desquels nous sommes condamnés à vivre. Je dirai pourtant ce que je pense d'eux avec la même brutalité avèc laquelle je dirai ce que je pense de nous.

En somme, je me propose d'esquisser les traits généraux de la situation du Canada français en Amérique et de suggérer un plan d'ensemble pour l'épanouissement et le rayonnement de la culture particulière qu'il représente.

Pour une fois, je m'écarterai donc de mon centre d'intérêt habituel : la personne, pour étudier la nation, avec ses possibilités et ses entraves.

Je prétends que c'est à nous de faire tomber les entraves et d'épanouir les possibilités. Penchons-nous sur le passé, soit ! recueillons pieusement ses leçons, mais pas pour ronger notre frein et ressasser de vieux griefs, pour préparer l'avenir.

F. H.

CHAPITRE PREMIER

LE CANADA FRANÇAIS EN AMÉRIQUE

Le Canada est un pays d'Amérique et sa destinée est américaine. Le Canada français est une partie importante du Canada actuel et il a le droit et le devoir de se préoccuper de son destin.

Pourtant, le Canada français est, à l'heure présente, plus une nation qu'un pays. C'est le destin de la nation que nous traiterons surtout. Cela ne nous empêchera pas de prendre pied immédiatement dans la réalité primordiale et essentielle à toute nation : la réalité géographique.

Etudier le Canada français en Amérique, c'est d'abord s'enquérir de l'habitat des Canadiens français et tirer de ce fait les conclusions qui semblent s'imposer.

Considérons donc comme facteur absolument premier, et plus important que le facteur historique lui-même, la position géographique de la nation canadienne-française.

Nous sommes centrés sur le fleuve Saint-Laurent et nous tendons à nous développer surtout vers le nord, tout en demeurant en relations constantes avec le noyau capital dont la ville de Montréal est le centre incontestable.

Notre prise de possession à peu près complète du nord de la province de Québec, les progrès incessants de nos effectifs dans l'Ontario-nord, la tendance qu'ont les nôtres, même dans les provinces des prairies, à se diriger vers le nord, par exemple dans le district de la Rivière-à-la-Paix, semblent indiquer que notre nation subit irrésistiblement l'appel du nord. Les groupes de langue anglaise du Canada, plus frileux, se pressent de plus en plus dans les plaines et les vallons fertiles du sud. Sommes-nous appelés à devenir les Norvégiens d'Amérique ? Je le crois. Un jour peut-être nous aurons réalisé un réseau continu qui s'étendra du nord des provinces maritimes jusqu'aux Rocheuses ; et nous repousserons doucement vers le sud des peuples moins robustes et moins courageux que le nôtre.

Nous nous serons cramponnés au nord parce que le nord, difficile à conquérir et prometteur de paix, attire les peuples rudes et vigoureux, lorsqu'on leur refuse le droit de vivre au chaud.

La géographie humaine de demain, à moins de changements imprévisibles, nous permet donc de situer le Canada français par rapport au Canada de langue anglaise dans une position analogue à celle de la Norvège par rapport à la Suède. Cette Norvège que nous serons bientôt sera-t-elle politiquement indépendante ? Bien que ce soit le secret de l'avenir, je n'hésite pas à penser que cela aura lieu et que, peut-être, nous créerons un jour une confédération largement décentralisée des états français d'Amérique du nord, parmi lesquels on comptera quelques-uns des *États* qu'on appelle aujourd'hui *Unis* et peut-être quelques îles lointaines. Cette hypothèse se situe d'ailleurs dans un plan d'ensemble panaméricain que nous étudierons à l'instant.

Pendant que nous évoluons vers le nord, et au cours des années à venir où cette tendance

se précisera de plus en plus, le reste de l'Amérique ne cessera pas pour autant d'évoluer.

Après cette guerre, et quelle que soit l'issue des armes, le Canada devra se résigner à devenir pays d'Amérique. Une des conditions de la paix stable dont on rêve me semble être une décentralisation du monde en trois groupes continentaux. Après cette guerre, il y aura le groupe européen autour duquel l'Afrique gravitera en presque totalité, le groupe asiatique qui sera centré sur l'Extrême-Orient, le groupe américain qui sera d'autant moins influencé et dominé par les États-Unis actuels qu'il sera plus nombreux et plus porté à s'unir. Que si d'ailleurs cette guerre, comme tout porte à le croire, doit durer encore quelqes années, avec des hausses et des baisses dans son activité et des évolutions étonnantes chez ses belligérants, une économie non plus mondiale, mais inter-continentale continuera de s'établir. Cette économie sera paneuropéenne d'une part, panasiatique d'autre part et panaméricaine chez nous.

Quel rôle pouvons-nous tenir dès maintenant dans un ordre panaméricain en formation ? Nous sommes appelés à maintenir un équilibre

qui, sans nous, est impossible. Sans notre présence dans une économie et une politique panaméricaines, les autres pays d'Amérique collaboreront toujours en rechignant avec le centre normal de l'axe américain : les États-Unis actuels.

Le jour où nous accepterons pleinement notre sort d'Américains — ceci comporte certes quelques risques et de nouveaux avatars diplomatiques ou militaires, qui d'ailleurs sont imminents, —ce jour-là, nous aurons beaucoup fait pour la paix mondiale. Nous sommes un pays petit par sa population, mais vaste de superficie et de possibilités. Si vaste que l'Amérique, dite latine, n'attend en somme que notre entrée officielle sur la scène américaine pour collaborer à fond avec les États-Unis. Nous sommes, sans nous en douter, le poids, léger sans doute, mais nécessaire pour équilibrer les plateaux de la balance politique des deux Amériques.

En accomplissant ce devoir élémentaire envers nous-mêmes, nous aurons beaucoup fait pour la paix mondiale. En effet, des esprits généreux commencent à rêver d'une fédération des États européens, d'un groupe d'États-Unis d'Europe

qui leur paraissent le seul moyen d'assurer la paix dans le monde.

Ce groupement aura des chances de succès à une seule condition, il me semble : s'il tend à un repliement de l'Europe sur elle-même et restreint sa zone d'influence extérieure principale à l'Afrique.

Notre entrée dans le monde américain, en permettant la réalisation des États-Unis de *toute* l'Amérique (nord, sud et centre), servira de modèle à une union paneuropéenne en même temps qu'elle exclura davantage l'Amérique des conflits possibles en Europe et enlèvera aux puissances belliqueuses un autre motif de jalousie et d'inquiétude.

L'union panaméricaine est d'ailleurs plus facile à réaliser que l'union paneuropéenne. Les conflits entre pays ont moins souvent abouti à des guerres en Amérique qu'en Europe ; et les guerres qui ont eu lieu n'ont jamais pris l'ampleur des guerres européennes. De plus, les nationalismes américains sont moins anciens et moins irréductibles que les nationalismes européens.

Il n'est donc pas nécessaire d'être grand clerc ni grand prophète pour prédire dans un avenir plus ou moins rapproché une union panaméricaine qui serait la réalisation, complète cette fois, de la doctrine Monroe. L'intérêt du Canada et celui de la paix dans le monde, l'intérêt des deux Amériques, l'histoire et la géographie enseignent et prédisent ce fait inéluctable.

N'ai-je pas annoncé au début de ce chapitre que je me préoccupais surtout du Canada français et du Canada français considéré comme nation ? Pourtant, il fallait élargir la perspective afin de nous situer.

Ce que je prévois pour l'avenir de ce qu'on est convenu aujourd'hui d'appeler Canada ne saurait manquer d'avoir des répercussions sur notre nation particulière. Voyons donc sa situation idéale dans un ordre panaméricain.

Posons d'abord qu'il n'est pas sérieusement question d'annexionisme et qu'il ne sera jamais question de l'annexionisme-épouvantail que certains intérêts ne cessent plus de brandir à nos regards. Que notre pays actuel soit appelé à devenir partie intégrante des États-Unis et élevé comme tel au titre d'état américain, je ne le

pense pas. La politique « étatsunienne » se désintéresse de plus en plus des accroissements territoriaux et vise à la seule emprise économique. Un certain sentimentalisme américain ne favorise guère l'accession à la citoyenneté américaine du peuple canadien. Sutout, la constitution centraliste américaine, la constitution de Washington, dont on a volontiers le fétichisme outre quarante-cinquième, ne s'accommoderait pas facilement d'un territoire presque double où la dictature présidentielle aurait moins de prise. Enfin, ces réalistes que sont les dirigeants américains n'accepteraient jamais sur un pied d'égalité avec leurs concitoyens les pauvres endettés que nous sommes.

Certes, nous passerons peut-être un jour par une période de protectorat américain plus ou moins avoué, et le Canada ou les Canadas d'alors seront pour un certain nombre d'années des quasi-colonies américaines complètement dominées par Wall Street ; mais dans cette hypothèse même, nous garderons nos propres gouvernements et nos institutions essentielles. Sans doute, la superstructure qu'est le fédéralisme canadien de l'heure présente ne tardera

pas à disparaître, pour la raison toute simple qu'elle est artificielle et non viable. Les provincialismes — quelques-uns du moins — auront un tout autre sort, puisqu'ils sont ancrés dans le sol et dans le sang.

Je ne serais pas surpris qu'il y ait, avant cinquante ans, beaucoup plus de pays en Amérique du Nord qu'il n'y en a maintenant. Bien plus, l'Amérique du Nord, loin de tendre à l'union impérialiste, à la centralisation absolue autour d'un état tentaculaire, me semble au contraire évoluer vers la décentralisation. Je ne crains pas d'affirmer que l'Amérique du Nord est une Europe en formation et qu'elle entre présentement dans un Moyen-Age où elle connaîtra de multiples années de relative paix intérieure jusqu'au jour où de nouvelles nations, sorties de son sein, s'opposeront comme se sont opposées les nations de l'Europe dite renaissante. Un jour viendra donc où, en Amérique du Nord, une bonne vingtaine de pays monteront parallèlement vers la maturité, dans une atmosphère de rivalité ordinairement pacifique et de querelles occasionnelles ; refaisant ainsi une page d'histoire vécue en Europe depuis la

Renaissance, en Amérique du Sud au cours des deux cents dernières années.

Malgré des apparences d'unité accomplie, le « melting pot » américain est tout autant une faillite que le « melting pot » canadien. Des nations entières dorment au sein des États-Unis d'aujourd'hui et je ne sais même pas si l'anglais ou l'américain seront la langue première de tel ou tel état de demain dans le centre actuel des États-Unis, dans le sud-ouest, voire dans le nord-est, voire en Louisiane. Des courants d'immigration à l'intérieur, qui se dessinent dès maintenant, grouperont un jour en nations rivales et indépendantes les peuples qui se battent actuellement pour le drapeau étoilé. Il y a des prodromes d'éclatement du colosse américain. Or, en même temps que cet éclatement fatal sera une étape bienfaisante dans la réalisation d'un ordre panaméricain, il se présentera pour nous sous un aspect libérateur. Nous serons beaucoup moins menacés par la proximité d'un colosse anglo-saxon dans cent ans que nous le sommes aujourd'hui. Ce colosse aux pieds d'argile se sera en partie écroulé ; et les dix millions d'hommes que nous serons alors

sauront tenir tête, grâce au jeu des alliances et aux avantages de notre situation géographique, à des voisins établis sur des positions moins dures et qui ne songeront nullement à s'emparer de notre habitat nordique.

Qu'on se moque si l'on veut de ces prédictions ! Je répondrai seulement qu'on eût bien étonné les Romains impériaux si on leur eût annoncé, au temps où l'Empire étreignait toute l'Europe, que le jour se lèverait bientôt où dans les provinces impériales se constitueraient une foule de peuples séparés par des accidents géographiques qu'on avait cru dompter, par des rivalités ethniques qu'on ne soupçonnait même pas. C'est exactement ainsi qu'on sous-estime actuellement la valeur de séparation irrémédiable qui existe entre l'est et l'ouest du continent nord américain, entre le nord et le sud. Les Alpes ne sont pas plus inaccessibles que les Rocheuses et la Méditerranée sépare moins l'Europe du Proche-Orient que les Grands Lacs ne coupent en deux le Canada. D'autre part, il faut être bien aveugle pour croire que les régionalismes et les rivalités intérieures des États-Unis ne signifient pas une lente ascension vers

la maturité chez des nations autonomes en gestation.

Toujours est-il que, tendant à nous grouper sur un territoire précis et peu convoité, devenus plus forts de la décentralisation des autres groupes (qui rendra plus facile notre collaboration à un ordre interaméricain), nous aurons notre mot à dire dans l'Amérique unie de demain. Notre intérêt économique d'ailleurs nous poussera vers une collaboration et alliance spéciales entre tous les groupes français. Nous ne pourrons pas ne pas être importants puisque les issues du Saint-Laurent, où nous sommes solidement ancrés, demeureront toujours la voie de transport idéale des richesses du nord.

Même si le pire arrivait et si le bloc anglo-saxon qui nous enserre actuellement se fusionnait en un groupe plus compact encore, nous demeurerions protégés, dans la plus grande partie de notre habitat, par notre climat nordique, et nous deviendrions non plus une Norvège qui possède des forces à peu près égales à celles de ses voisins, mais une Finlande qui sait tenir tête à l'occasion au colosse russe, précisément à cause de sa situation et de sa vitalité nordiques.

Une survivance quelconque nous est donc assurée. Nous sommes indéracinables de notre nord et d'autant plus que nous aurons plus de relations avec le plus grand nombre possible d'états du sud. Nous ne pouvons plus lâcher parce que nous avons trop pris l'habitude de tenir. Cependant, nous pouvons nous affadir dans le statisme.

Pour éviter ce conformisme dans la persistance, qui fut l'erreur du passé, nous devons marcher rapidement vers l'avenir. Notre devoir est de précéder. Suivre diminuerait notre importance. Pour nous faire pardonner notre infériorité numérique, nous devons apporter la supériorité dans la vision.

Nos relations de plus en plus nombreuses et précises avec les états du sud de l'Amérique sont extrêmement précieuses et nous devons les multiplier. Précisément parce que nous aimons les États-Unis et que nous sommes prêts à collaborer avec eux, nous devons nous affirmer devant eux comme les agents de liaison normaux et comme l'élément d'équilibre qui leur permettra

une collaboration plus fraternelle et plus empreinte de sécurité avec les états de l'Amérique du Sud.

A cet effet, il est temps que nous sortions décidément de l'adolescence pour tendre à une pleine maturité. Les chapitres qui vont suivre nous indiqueront la voie vers la maturité.

CHAPITRE DEUXIÈME

QU'EST-CE QU'UN CANADIEN FRANÇAIS ?

La première condition des améliorations fécondes, c'est la connaissance de soi. Si nous nous orientons mal parfois, c'est que nous nous connaissons mal.

Entreprenons la tâche ardue de nous définir, en n'oubliant pas que les caractéristiques psychologiques des peuples sont encore plus fuyantes et plus complexes que celles des personnes. Ceci dit posons d'abord — en marge d'ailleurs de tout déterminisme historique — que ce sont l'histoire et la géographie qui façonnent à la longue les caractéristiques ethniques. Tout peuple est engagé dans une aventure historique précise et dépend largement de son habitat.

Notre cas est typique. Il est presque unique. C'est une des raisons qui nous ont souvent rendus craintifs. Peu d'entités ethniques ont survécu

à une situation semblable à la nôtre ; et n'eût été la persistance de ceux qu'on appelle dorénavant nos partenaires, à nous brimer et à nous embêter, il y a longtemps que nous serions disparus de l'histoire.

Nous avons commencé d'être menacés dans notre existence à un moment où nous n'étions guère que des immigrants médiocrement enracinés. Les Irlandais de l'Irlande, les Suisses de diverses origines et les deux peuples belges sont enracinés depuis toujours sur leur sol respectif, tandis que nous sommes venus d'ailleurs. Les populations de l'Amérique du Sud — à l'exception de la forteresse brésilienne — sont d'origine commune. Les régionalismes ont fini par créer des nations distinctes, où le vieux fonds espagnol n'est menacé nulle part par des voisins hétérogènes et hostiles.

Sans cesse méprisés, toujours sur la défensive, nous avons tenu le coup et nous constituons aujourd'hui un bloc solide de près de quatre millions — je ne compte que ceux qui tiennent vraiment — ; et cela malgré des malentendus et des avatars en face desquels les vicissitudes du peuple polonais lui-même ne sont rien.

Nous sommes un peuple distinct grâce surtout à notre langue et à notre foi. Les lois françaises du Québec actuel viennent à leur tour appuyer et solidifier notre armature politico-sociale. Dans le domaine culturel, nous avons créé quelque chose, et l'avenir s'inaugure sous des auspices favorables. Cependant, notre vouloir-vivre collectif s'exprime par-dessus tout sous la forme d'un amour bourru et parfois peu actif pour le verbe de nos pères et pour les traditions religieuses et sociales qu'ils nous ont léguées.

Ces caractéristiques connues n'ont pas besoin d'être analysées de nouveau. Dans le présent essai, j'ai cru opportun de tenter une étude psychologique des multiples aspects de l'âme nationale. C'est donc un portrait moral du Canadien français que j'essaierai de tracer.

Les peuples, comme les hommes, se reconnaissent à certains traits distinctifs. Leur physionomie morale s'exprime par certaines qualités et par certains défauts qui constituent un ensemble psychologique précis . . . et discutable.

Revenons à l'histoire et à la géographie. Par l'histoire nous sommes français, par la géographie, américains. Français, nous sommes rede-

vables à la France d'un certain nombre de qualités et aussi de quelques défauts. Américains, nous avons subi des influences tour à tour bonnes et mauvaises dans cette Amérique où nous réagissons constamment au contact de nations différentes de la nôtre.

FRANÇAIS PAR L'HISTOIRE

Etudions d'abord nos qualités françaises et nos défauts français. Nous sommes farouchement traditionalistes. C'est pourquoi nous n'avons pas cessé d'exister comme groupe distinct. Cette caractéristique, éminemment française, est notre facteur psychologique essentiel. Les Français de Province, auxquels nous ressemblons beaucoup, se font remarquer par une solidité, parfois grise, par une vitalité culturelle plus vigoureuse qu'élégante. Nous sommes quelque peu des lourdauds têtus. Sans connaître grand'chose, ni de notre passé canadien, ni des splendeurs du passé français, auquel nous nous rattachons par delà le XVIIième siècle, nous

nous butons obstinément sur la continuation de ce passé. Nous l'aimons, parce qu'il est nôtre, et venu avant nous, avec l'instinctivisme sain et le bon sens élémentaire qui régissent depuis toujours la mentalité du Français moyen. Nous nous aimons nous-mêmes d'une manière bourrue, mais d'une manière large et solide.

Malgré des périodes d'analphabétisme et d'ignorance des bonnes manières, nos paysans sont demeurés polis. Sans goût pour l'étude, ils ont gardé de l'intérêt pour la discussion des idées, pourvu qu'elles soient claires et distinctes ; ce en quoi ils sont demeurés aussi cartésiens sans le savoir que les paysans français. Leur paresse d'esprit les porte à aller entendre des orateurs. Ils aiment qu'on pense pour eux et devant eux. Ceci est bien dans la tradition française et fait contraste avec l'apathie des Anglo-saxons vis-à-vis des problèmes idéologiques.

Nos paysans demeurent encore routiniers dans leurs méthodes de travail. Cela ne va pas sans graves inconvénients. Il reste que cette crainte d'innover trop hâtivement, ils l'ont transportée dans des domaines qui nous ont assuré la survie

et qui nous protègent encore, d'une manière certes trop statique, des infiltrations étrangères. Âpres au petit gain, ils ont été économes, prudents à s'engager, ils ont su démasquer avant qu'il ne fût trop tard les fausses amitiés, les compromis élégants qui les eussent assimilés.

Ces qualités paysannes de fidélité à soi-même dans le prolongement du déjà fait et sur le terrain des expériences incontestables, le reste de notre peuple les possède obscurément. Comme il y a peu chez nous de bourgeoisie héréditaire et que toutes les classes de notre société se recrutent sans cesse dans les saines et fécondes réserves paysannes, le traditionalisme paysan, à la française, s'exprime à tous les paliers de l'échelle sociale. Notre élite est, elle aussi, très lente à évoluer, très prudente sur ses positions — qui ne sont pas toujours excellentes — mais dont l'acharnement ne manque ni de solidité, ni de grandeur.

Le traditionalisme est inné chez nous, il est un réflexe spontané de défense. Nous sommes par-dessus tout des gens prudents, des gens avisés, à la normande. Rusés et finauds, malgré nos airs bonasses, nous avons eu le dessus dans

notre lutte contre l'Anglo-saxon assimilateur, parce que nous avons su nous faire sous-estimer de lui. Nous avons finassé victorieusement, grâce à notre air bon-enfant et aux apparences, soigneusement entretenues, de la faiblesse. Quand notre peu subtil adversaire a voulu changer la méthode forte pour l'assimilation en douce, nous nous étions, sans qu'il s'en fût aperçu, figés dans une attitude nettement, mais poliment réfractaire. Chez nous, ce qui a gagné toutes les batailles, c'est le statisme du peuple, la tactique implicitement adoptée de la résistance passive.

Aujourd'hui, alors que nous avons perdu beaucoup de nos traditions les plus belles : nos chants de folklore, les récits et légendes de nos conteurs, une certaine forme de patriarcat familial, la plupart des traditions techniques de nos artisans et des recettes de nos ménagères, nous avons pourtant gardé l'essentiel du traditionalisme : le culte abstrait de la tradition. Sans savoir exactement ce que nous sommes, nous tenons à demeurer ce que nous sommes.

Toujours dans la plus pure ligne du traditionalisme de certaines provinces françaises s'inscrit notre sens religieux. Notre religion

paysanne, plus têtue qu'éclairée, fichée au corps et indéracinable, malgré toutes les compromissions et malgré la luxure qui règne chez nous comme ailleurs, notre religion est une tradition qui demeure vivante et qui nous caractérise au plus haut point.

Si nous péchons avec vigueur, nous savons au moins nous frapper rudement la poitrine. Nous sommes exempts d'hypocrisie, surtout dans le peuple, et nous sommes incapables de nous priver temporairement de notre plaisir pour sauvegarder les convenances. Voilà un point où l'influence anglaise n'a pas agi sur nous. Nous comprenons, comme les Français le comprirent séculairement, que, lorsqu'on s'est mis en rupture avec Dieu, il est un peu sot de s'assurer à tout coup la « respectabilité » devant les hommes. Plus apparemment dévergondés que les peuples qui nous entourent, nous sommes pourtant plus moraux qu'eux et nous ne cherchons guère à justifier nos égarements par des raisons biologiques, hygiéniques ou sociales. Nos aventuriers ont ceci de particulier qu'ils ne se croient pas des « types » d'une haute moralité. Ils sont cyniques, mais point papelards.

De toutes manières, si nous sommes faibles, comme tous les peuples, du côté de la chair, nous sommes forts dans le domaine de la foi. Cette foi sans inquiétudes n'est pas toujours assez dynamique, surtout chez les déracinés de fraîche date, mais elle présente une armature solide qui nous conserve une robuste atmosphère spirituelle. Les femmes de chez nous en particulier sont remarquables de piété et d'abnégation, et elles sont incomparablement plus fidèles à leurs maris que les autres femmes de ce continent ami du divorce et tolérant pour les belles actrices en mal d'époux inédits.

Ce traditionalisme est dû, je l'ai indiqué plus haut, au bon sens inné qui caractérise le stable Français de province. Ce bon sens lui-même constitue une autre de nos caractéristiques psychologiques, notre seconde qualité française.

Le Canadien français moyen, s'il ne pense pas d'une manière très originale, pense souvent d'une manière fort juste. Il est rebelle aux emballements, les panacées le séduisent peu et il croit tout juste assez à la publicité américaine. Il sait en somme ce que parler et écrire veulent dire ; et s'il est très respectueux de l'imprimé,

c'est qu'il fréquente assez peu les livres et que les écrivains l'impressionnent davantage quand il voit leur photographie dans les journaux, que lorsqu'il lit leurs textes. On dirait que notre peuple intuitionne nettement que nos écrivains ne sont pas forts. En somme, le bon sens de notre peuple s'exprime non seulement par le sens de la mesure mais aussi par celui de la blague ; et c'est là une autre caractéristique bien française. Nous remontons sans conteste à Rabelais par la crudité de nos propos de « haulte graisse », tout autant qu'à François Villon par notre appétit pour les repues franches.

Notre cuisine plus copieuse, plus variée (encore qu'elle soit un peu uniformément grasse) que celle des Canadiens anglais et des Américains, manifeste elle aussi la vitalité saine et vigoureuse de notre peuple. On trouvera peut-être bizarre que je place au chapitre du bon sens ces considérations sur la cuisine ; mais n'oublions pas que le bon sens appliqué à l'ordre du vivre n'est que l'art de jouir sainement de la vie, en se tenant à une égale distance d'une tristesse terne que d'un éparpillement tapageur. C'est parce qu'elles ont le sens bon

que nos ménagères ingénieuses, au même titre que nos paysans finauds et nos ouvriers goguenards, réussissent à concilier assez bien les traditions culinaires françaises avec les matières premières que leur offrent le climat et l'industrie américains.

Justesse de l'esprit et joyeuseté du bon sens, bonne humeur et appétit démesurément bon font que notre peuple, pas du tout sentimental ni « sensiblard » à l'anglaise, ne se laisse pas abuser par les idées dites nouvelles, ni par les générosités ridicules. Un Canadien français n'est pas facilement membre d'une société protectrice des animaux, encore moins « tea totaller ». Certes, il a l'ivresse bruyante et il manque de tenue quand il s'échauffe. N'allons pas en conclure à une moins bonne éducation sur les points fondamentaux. Je me montrerai aussi indulgent pour les propos lestes ou rabelaisiens qui fusent spontanément sur nos lèvres de descendants de coureurs des bois. Ce folklore, assez grivois, ne manque ni de saveur, ni de santé morale. Les histoires de « curés » en particulier rappellent la familiarité fruste et amicale de l'homme du Moyen-Age.

Le bon sens, père de l'humeur joyeuse, nous a été généreusement départi par nos pères et nous avons conservé une bonne partie de l'héritage.

Notre troisième qualité française, — traditionnelle d'ailleurs et qui se rattache comme la seconde au traditionalisme — c'est la personnalité. On rencontre moins chez nous que chez les peuples circonvoisins de ces êtres falots qui ne pensent que par formules apprises. Nous avons le souci de nous demander le pourquoi des choses et de nous former une opinion personnelle, tandis que l'Anglo-saxon et l'Américain moyens se régissent par un empirisme élémentaire tiré de livres qui s'intitulent « *How to write a letter* », etc...

Toutefois, le régime politique qu'on nous impose, depuis la Confédération en particulier, celui des deux partis politiques sans doctrine mais en opposition artificielle l'un à l'autre, a contribué à affadir notre personnalité électorale. Nous avons même dépassé les autres en sottise sur ce point ; mais, grâce à Dieu, nous ne votons pas trop souvent et nous sommes moins conformistes dans notre vie privée, moins respectueux que nos partenaires de toutes les formes

d'arrivisme. Puis, nous commençons à nous désintoxiquer de l'esprit de parti. Dorénavant nous sommes prêts à voter pour une doctrine, pour un programme. Le malheur, c'est que nous avons trop souvent manqué jusqu'ici de chefs politiques qui nous aient présenté ce programme à la fois audacieux et réaliste que nous attendons.

Nous demeurons personnels dans notre manière de vivre, quand nous ne cherchons pas à imiter stupidement les manies et les vices des autres. Nos écrivains et nos artistes cherchent plus à créer que les écrivains et les artistes canadiens-anglais. Le conformisme de notre enseignement est moins définitif et moins banal que celui de ces messieurs. Ces dernières années surtout une élite se constitue qui ne manque ni de sens critique, ni d'un salutaire élan. Malgré le conformisme des milieux officiels, il y a encore de la liberté d'esprit dans le peuple et chez les intellectuels qui ne sont pas en place. Souhaitons leur de ne jamais arriver au pouvoir !

Toutefois, notre personnalité, dans tous les domaines, a paru sommeiller des années durant. Depuis une décade, elle s'est remise à exploser,

comme au bon vieux temps. Certes, il y a ici et là des écarts, il y a surtout bien des chicanes stériles. Loin de me scandaliser, ni de m'effrayer de ces désaccords, j'y vois une autre preuve de vitalité. Tout vaut mieux que certaine forme de placidité bovine, qu'on avait presque réussi à nous imposer et à laquelle on donne le nom de flegme, alors qu'elle est un aveu de stupidité et d'impuissance congénitales.

Nos qualités françaises, traditionalisme, bon sens et culte de la personnalité demeurent donc encore vivaces, parce que, précisément, elles sont des traditions obscures imprimées au cœur d'un peuple qui est plus dogmatique que douteur.

Ces qualités ont pour rançon de robustes défauts qui sont leur naturel prolongement.

Nous sommes tellement traditionnalistes que nous craignons par-dessus tout le rajeunissement, l'innovation. A tout moment nos officiels seraient prêts à s'écrier avec ce personnage de Claudel : « Du nouveau encore un coup, mais qui soit exactement semblable à l'ancien ! »

Un parti politique s'aviserait-il chez nous du moindre radicalisme, même s'il radicalisait

dans le sens de nos intérêts les plus chers, que nous crierions à l'imprudence, à une mentalité casse-cou ?

Français de tradition, mais beaucoup plus provinciaux que parisiens, même à Montréal, nous craignons tout ce qui peut troubler notre quiétude, ce qui peut nous causer des ennuis. Ayant beaucoup combattu, parfois stérilement, dans la personne de nos pères, nous sommes las de combattre, et sans démissionner sur l'essentiel, nous nous laissons tout doucement et statiquement glisser dans un demi-sommeil, qui ne peut nuire à notre survivance — que nous sentons assurée — mais qui paralyse singulièrement notre vie.

Notre traditionalisme est souvent du pur conservatisme abstrait, un statisme néfaste qui laisse s'affadir, par crainte d'évoluer et par paresse, nos plus belles traditions.

De même, ce culte que nous professons pour le bon sens nous éloigne décidément trop des idées jeunes et neuves, des formes de pensée et d'art qui caractérisent notre époque. Nous boudons résolument (dans les cercles bien pensants, va sans dire) presque toute la pensée française

contemporaine, parce qu'elle nous apparaît sous des formes plus denses ou plus complexes que cette fameuse clarté française sans résonances dont nous ne finissons plus de nous targuer.

Notre bon sens est court, nos ironies elles-mêmes portent souvent à faux. Nous nous gaussons volontiers de ce qui nous dépasse. Les vastes intuitions nous déconcertent et nous rions à gorge déployée des poètes, rêveurs et artistes, de tous ceux qui s'élèvent, par leurs inquiétudes et leurs recherches, au-dessus de l'esprit terre-à-terre de notre milieu. Nous serions hommes à récuser les génies les plus authentiques qui s'aviseraient de naître parmi nous.

N'ayant pas vécu les courants d'idées qui ont amené, accompagné et suivi la Révolution française, nous sommes demeurés rationalistes à la manière du XVIIIième siècle. Nous faisons plus confiance aux idées claires et limpides, à la Descartes, aux aphorismes de sagesse élémentaire, à la Boileau, qu'aux formes plus fécondes de la pensée contemporaine. Nous nous croyons thomistes en philosophie, parce que nous étudions dans des manuels thomistes. Pourtant, le thomisme rajeuni, enrichi des apports de la phi-

losophie moderne, le thomisme à la Maritain, à la Sertillanges, à la Claudel est trop dense pour nos esprits courts et morceleurs.

En politique, ce bon sens court et pragmatique nous empêche de voir large et nous rive à l'immédiat. En sociologie, il nous porte à imiter ce qui vient d'ailleurs, tout en conservant le plus possible les vieilles formules.

Notre religion elle-même est tellement à base de bon sens qu'elle craint les dévouements radicaux et rit ouvertement de tout ce qui pourrait ressembler à du mysticisme. Un saint ne serait guère plus en sûreté chez nous qu'un homme de génie. Notre mentalité religieuse est tellement statique et sans flamme qu'elle se détériore facilement au gré des déracinements. Si nous avons perdu beaucoup de ferveur dans les villes, c'est que nous manquions de véritables réserves spirituelles et que la religion de nos ancêtres paysans était plus une habitude enracinée dans un habitat donné qu'une véritable vie spirituelle. Ce bon sens par trop borné nous a porté d'autre part à de singulières indulgences pour des théories risquées et même erronées en matière de religion. Peu instruits et peu lucides, des

bonnes gens et même quelques prêtres se sont dit : « Bah ! ça fait tant de bien, même si ce n'est pas tout à fait vrai ! »

Nous avons trop de bon sens négatif pour tendre résolument à nous dépasser ; nous nous contentons de survivre.

Enfin, nous sommes trop individualistes. C'est la rançon de la personnalité. On parle depuis toujours de notre goût pour la chicane, de nos divisions intestines. Je crois avoir déjà dit que je ne m'en offusquais pas plus qu'il ne faut. Pourtant, ce complexe d'individualisme outré nous a joué d'assez mauvais tours. Nos divisions sont une cause de faiblesse, parce que nous nous divisons en face d'un groupe qui devient homogène, quand il s'agit de nous empêcher de prendre de l'importance. Il reste que nous avons perdu plusieurs bonnes occasions d'imposer notre volonté à la majorité, et cela pour de puériles questions de clocher ou d'étiquette politique. Nous avons toujours cru, plus ou moins explicitement, que nous unir une bonne fois par-dessus les frontières des partis eût dressé contre nous le reste du Canada. Pourtant, si nous étions solidement fondus en un seul bloc, comme

on a absolument besoin de nous, surtout à cause de notre position géographique, on mettrait les pouces beaucoup plus souvent. Puisque, dans cette question des divisions intestines, il s'agit surtout de politique, ajouterons-nous que souvent notre individualisme pourrait s'appeler de l'égoïsme et un fâcheux manque de caractère ? Nous résignerons-nous toujours à plier l'échine en rechignant au lieu de brandir une bonne fois l'étendard de l'union sacrée ; et cela par-dessus toutes les étiquettes et tous les partis ?

AMÉRICAINS PAR LA GÉOGRAPHIE

Nous sommes aussi profondément américains que nous sommes français.

La première des qualités américaines que nous possédons, la plus saillante, est la débrouillardise. C'est une qualité que je dirais volontiers « géographique », parce qu'elle est venue aux Américains de toute nationalité au contact des espaces difficiles à conquérir et à posséder. Les pionniers des quatre coins de l'Amérique ont dû s'ingénier pour se tirer d'affaire. Ils ont

transmis à leurs descendants cette aptitude à évoluer facilement parmi les difficultés ; et les nouveaux venus ont dû l'acquérir par la force des choses. Nos ancêtres ont eu plus de difficultés que les autres immigrants, parce qu'ils se sont établis plus au nord et sur un fleuve dont la possession ou le contrôle excitaient les convoitises des plus puissantes peuplades indiennes.

D'autre part, un homme qui s'appelait Jean Talon a voulu créer un empire français en Amérique. Nos pères, qui s'étaient laissé tenter dès les débuts par la vie aventureuse des coureurs de bois, n'ont pas manqué à l'appel des grands lacs, du Mississipi et des Rocheuses. Un bon nombre ont opté pour l'aventure sous toutes ses formes, tandis que les autres continuaient de se débrouiller sur place. Dans les deux cas, l'initiative s'est développée, elle a grandi en raison même des difficultés à vaincre.

Cette qualité de débrouillardise s'est transmise de génération en génération. Les familles nombreuses ont encore accru le besoin de s'ingénier et favorisé des entreprises de plus en plus hasardeuses. Après la conquête des terres facilement accessibles, on est allé à des terrains

moins généreux ou plus lointains ; et cette émigration, qui dure encore, a eu l'avantage de nous tenir en haleine, de nous empêcher de nous embourgeoiser.

Notre débrouillardise — et on l'oublie trop — s'exprime avec avantage dans le domaine des affaires. Contrairement à l'opinion reçue, nous avons le sens des affaires. Plusieurs des nôtres ont créé et créent tous les jours une foule d'entreprises moyennes et sont même parvenus à s'emparer de quelques grandes institutions économiques. Or, presque tous ont commencé à zéro. L'économie de ce pays a été organisée par d'autres et sans nous. Que si des ventes malheureuses nous ont fait perdre un certain nombre de ces entreprises, nous en avons acquis plusieurs qui ont été fondées par d'autres et qui n'ont plus d'étranger que le nom. Pourtant dans ce domaine, tout conspire contre nous, à commencer par le génie inventif de nos voyageurs de commerce, qui déprécient trop souvent nos maisons d'affaires, et se classent parmi les meilleurs vendeurs du continent nord-américain au profit d'entreprises qui ne nous aident en rien.

Privées de l'appui des gouvernements, qui va aux « trusts » anonymes, privées d'un encouragement équitable de la part d'une partie de notre population, nos maisons d'affaires vont de l'avant, à force d'économie, de persévérance et parfois d'une prudence un peu trop statique. Elles se vendent comparativement moins aux monopoles que leurs concurrentes canadiennes-anglaises. Leur vente provoque pourtant chez nous des réactions désespérées tandis que les Canadiens anglais semblent s'accommoder assez bien de la perte de leur patrimoine familial. Pourtant, le milieu social canadien-anglais est plus menacé que le nôtre par l'envahissement du monopole. Il est sans défense parce qu'il ne se défie pas autant que nous nous défions. Les nouveaux patrons, parlant l'anglais comme les anciens patrons, le dommage semble n'affecter que quelques individus à la fois. Que cet état de choses dure encore une vingtaine d'années, les fortunes stables fléchiront chez eux ; ils perdront la supériorité de la richesse et de l'indépendance pour devenir, comme trop des nôtres, un plèbe de comptables et d'administrateurs salariés.

Pour en revenir à notre problème, il reste certain que celles de nos maisons d'affaires qui ont su et sauront unir à la débrouillardise américaine l'économie traditionnelle, à la française, ne seront jamais sérieusement menacées par le « trust » qui n'est fort qu'en apparence, puisqu'il est sans cesse grevé par d'énormes frais d'administration.

Au chapitre des qualités américaines, il faut ajouter à la débrouillardise, la générosité. Nous ne sommes ni les fanatiques, ni les aigris qu'on dit volontiers. Loin d'être trop nationalistes, comme de faux prophètes le chantent, d'ailleurs *extra chorum*, nous ne le sommes pas assez. Nous recommençons inlassablement, et sur des bases fausses, la campagne de la bonne entente. Nous supplions de nous tolérer dans le reste du Canada des gens que nous traitons mieux, dans notre propre province, que nous nous traitons nous-mêmes, alors que si nous étions agressifs, ou simplement fiers, nous *exigerions* ces mêmes revendications.

On nous blesse, on nous brime et nous pardonnons toujours. Plus ceux que nous appelons les Anglais nous pressurent, plus nous les admi-

rons. C'est bien là le comble du pardon, ou de la bêtise . . . Nous sommes un peuple de bons diables, faciles à tondre et toujours prêts à la tondaison. Nous n'avons guère de préjugés que contre nous-mêmes et contre la France, que nous jalousons un peu et dont certains représentants trop sûrs d'eux-mêmes ont blessé notre sens inné de la mesure.

Nous donnons notre argent aussi facilement que nous donnons notre confiance. Nous sommes généreux dans la vie privée comme dans la vie publique : et en cela nous différons beaucoup des Français qui sont bien plus parcimonieux, bien plus près de leurs sous que nous ne le sommes.

Cette débrouillardise et cette générosité ont leurs revers. C'est le laisser-aller et la naïveté. Deux défauts éminemment américains.

Notre débrouillardise fut souvent mauvaise conseillère. Elle nous a trop conduits au travail mal fait, au travail hâtif. Nous bâclons tout, vaille que vaille, que ce soit un livre ou un marché. Nos paysans sont routiniers et pas mal paresseux ; ils ont tellement « grand » de terre

qu'ils ne se sentent pas obligés de trimer aussi dur que le paysan français.

Nos ouvriers sont plus ou moins abâtardis par le machinisme effréné qui règne d'ailleurs sur toute l'Amérique du Nord. Nos commerçants et nos hommes d'affaires en général ont plus le souci du « service » à l'américaine que de la qualité à la française. Nos hommes de profession sont souvent des hommes de métier . . . Ils n'étudient plus. Nos intellectuels ne sont pour la plupart que des farceurs. Ils aborent une façade imposante. Derrière la façade, . . . allez y voir ! Le « bluff » américain sévit chez nous à tous les étages de la société.

Certes, nous avons des excuses historiques. Nos paysans ont émigré de France avant la rénovation de l'agriculture française, nos artisans ont été débordés par la grande industrie, tout notre peuple a été tenu longtemps dans une ignorance voulue ; . . . puis, nous étions si débrouillards et si intelligents que nous n'avons pas compris tout de suite la nécessité d'approfondir.

Notre débrouillardise nous a mal servis d'une autre manière. Nous avons pris goût à cette vie

nomade que les débuts de la Nouvelle-France ont imposée à nos pères. L'habitude d'émigrer vers les terres excentriques de l'intérieur s'est transformée, au gré des événements, en attrait de l'inconnu. La fascination des « States » nous a décapités. Nous nous sommes dispersés aux quatre coins de l'Amérique du Nord, au lieu de nous replier sur le Québec et les pays circonvoisins. Nous avons ainsi perdu près du tiers de nos effectifs normaux. De nos jours encore, nous avons trop de voyageurs impénitents qui ne prennent racine nulle part, parce qu'ils ont acquis l'habitude héréditaire de se mesurer sans cesse à des situations nouvelles et difficiles.

Notre générosité, elle aussi, nous a joué de mauvais tours. Que dire, pour ne citer qu'un cas, de ces faveurs imprudentes dont nous avons comblé dans la province de Québec certaine race qui ne nous est pas particulièrement favorable et qui est devenue une menace pour nos entreprises et même pour nos lieux de villégiature ! Certes l'antisémitisme à la Drumont est une sottise et une méchanceté ; mais n'est-il pas aussi sot de préparer des crises antisémites en laissant le Juif abuser des nôtres jusqu'au jour

où les haines sourdes éclateront en pogroms retentissants ?

Notre générosité nous conduit souvent à la naïveté dans l'appréciation des autres nationalités. Nous admirons tellement les Américains que nous sommes à la veille de croire qu'ils sont, en même temps que les plus raffinés des êtres, d'incontestables foudres de guerre. Quant aux Anglais du Canada nous ne finissons plus de les trouver plus aimables, plus polis, plus beaux, plus propres que nous. Ne connaissant que les « messieurs bien » de Montréal, de Québec et de Trois-Rivières, (qui sont nos patrons et qui se sentent tout de même tenus à une certaine prudence, au milieu de tant de *Frenchmen*) nous concluons parfois à de la magnanimité où il n'y a que de la prudence, et nous oublions que les parias de Toronto — qui ne sont pas tous Français que je sache — ne sont ni plus propres, ni plus polis, ni plus aimables que nos parias à nous. Je crois même qu'ils sont moins moraux et qu'ils pensent beaucoup moins juste.

Pourtant, cette générosité dans le domaine des *faits* n'indique pas chez nous une véritable

largeur de vues. Au contraire, nous sommes étroits en diable. Nous nous imposons toutes sortes d'allégeances, assez ridicules, auxquelles nous tenons mordicus, et de père en fils. « Raphælisants » en peinture, « veuillotisants » en littérature, « romanisants et gothisants » en architecture, romantiques et fleuris en éloquence, partisans plus ou moins conscients de *L'Action française* en politique, plus récemment « pétinistes » au moment où ce pauvre maréchal n'en pouvait mais, nous sommes aussi anti-communistes à l'aveuglette, anti-sémites avec beaucoup de fureur verbale, (encore que nous achetons le plus possible chez les Juifs), anti-impérialistes négativement, anti-français, oui anti-français avec amertume, enfin pro-américains sans discernement.

Nos horizons intellectuels sont étroits, d'une étroitesse bien à nous, qui s'apparente beaucoup au primarisme international. Ce manque d'horizon et cette générosité qui va jusqu'à la naïveté sont nos deux pires carences.

CE QUE NOUS PENSONS DE NOUS-MÊMES

Après cette première analyse qui nous a montré quelques-unes de nos qualités et quelques-uns de nos défauts, il serait peut-être intéressant de nous demander ce que nous pensons de nous-mêmes.

Manquant de culture, nous manquons beaucoup du sens de la nuance. C'est pourquoi nous nous jugeons tour à tour avec une extrême complaisance et avec une sévérité excessive.

Nous sommes très susceptibles quand on nous attaque. C'est là un phénomène caractéristique des peuples de seconde zone. Qu'un Français d'Europe s'avise de dire que nous ne représentons pas la plus fine fleur de la civilisation française, nous avons tôt fait de nous exalter jusqu'aux nues et de mettre en parallèle nos fortes vertus et les petits vices des Français !

Quand nous prenons les Canadiens anglais en flagrant délit de nous sous-estimer nous répliquons amèrement, mais sans mettre assez les points sur les « i ». Nous ne leur disons guère

qu'ils ne sont en rien plus reluisants que nous sommes. Nous nous contentons de ronger notre frein en maugréant, alors qu'il serait temps de leur servir quelques bonnes vérités, à savoir qu'ils n'ont ni nos traditions, ni notre solidité comme groupe, ni notre fierté, ni même une culture originale. Les sarcasmes que nous déversons volontiers contre la France, dont nous sommes des parents pauvres et aigris, nous n'osons pas les décocher à ces fameux partenaires dont la bêtise est en somme supérieure à la nôtre. Serait-ce que nous sommes fascinés par la civilisation anglaise ? Il reste, en tout cas, que nous cherchons à nous blanchir chaque fois qu'on nous noircit.

D'autre part, quand nous nous jugeons nous-mêmes, nous sommes d'une sévérité et d'un pessimisme excessifs. Nous avons en particulier la mystique de la pauvreté. Nous ne finissons plus de nous dire pauvres. A force de crier sur tous les toits que nous n'avons rien à nous, — ce qui est fort exagéré, puisque nous mettons tout au passif — nous contribuons à entretenir dans notre peuple une psychose défaitiste qui nous fait bien du mal. Elle nous

éloigne de l'esprit d'initiative et nous dirige vers les employeurs étrangers.

Nous critiquons sans assez de discernement notre système d'éducation secondaire, attaquant en lui ce qu'il y a de meilleur : à savoir un souci évident de développer l'intelligence, un désintéressement louable des résultats immédiats au profit d'une culture solide. Sans doute, la formation reçue dans nos collèges classiques manque souvent d'éclat, mais elle se pare d'une belle sévérité, qui est éminemment formatrice du jugement et s'ajuste à merveille à la mentalité française. Des hommes qui doivent ce qu'ils sont à nos collèges classiques se mettent à faire l'apologie d'une éducation pragmatique, utilitariste à courte échéance, qui nous abêtirait à tout jamais. Le High School — qu'ils confondent d'ailleurs avec le Business College — les hante. Tout cela provient d'une déplorable confusion entre les programmes et leur application. Notre système est fort bon, mais j'admets volontiers que les hommes de bonne volonté qui tentent de l'appliquer n'y réussissent pas tous avec un égal bonheur. Comme d'autre part, ils sont Canadiens français, eux aussi, ils réagissent

mal à des attaques qu'ils jugent fausses et qui, en tout cas, portent à faux en grande partie.

Enfin, nous nous mettons volontiers sur le dos — pourvu que personne ne nous attaque — tous les torts et toutes les bêtises. Nous expliquons notre maigre représentation dans le haut fonctionnarisme par notre manque de compétence, nous imaginant vraiment que les Canadiens anglais sont mieux pourvus que nous en ce domaine: ce qui est ridiculement faux la plupart du temps.

Nous expliquons notre pauvreté par les lacunes de notre système d'éducation, alors qu'elle découle d'un ensemble politico-économique qui s'acharne contre nous et que nous réussissons souvent à déjouer quand nous consentons à être aussi travailleurs qu'intelligents. Nous en sommes rendus à expliquer le chômage dans le peuple par son ignorance de l'anglais : ce qui est une pure bouffonnerie. Nous attribuerons bientôt les mauvaises récoltes à l'abus du petit catéchisme à l'école primaire.

Nos déficiences et nos retards — qui ne sont pas si graves qu'on le croit communément — sont plus attribuables à l'atmosphère d'hostilité

qui nous entoure et qui contribue à nous abâtardir qu'à un véritable passif que nous apporterions en ce monde par droit de naissance.

Bref, cette attitude bougonne que nous adoptons envers nous-mêmes fait partie d'un complexe qui remonte à nos origines. C'est le sempiternel pessimisme paysan. « Les années ne sont jamais bonnes. »

LES TROIS GRANDES CARACTÉRISTIQUES DU TEMPÉRAMENT NATIONAL

De ces différentes qualités et de ces défauts qui leur correspondent, de l'attitude même que nous adoptons quand nous nous jugeons nous-mêmes, de même que des grandes lignes de notre histoire ressortent ce que j'appellerais les trois caractéristiques principales de notre tempérament national actuel. Ce sont elles qui, plus manifestes encore que les notations psychologiques esquissées jusqu'ici, commandent toute notre mentalité.

La première, c'est une certaine forme d'enracinement têtu. Une grande obstination et une ténacité remarquables dans l'ensemble de notre

vouloir-vivre, malgré des lâchages de détail. Cet enracinement provient de l'histoire, puisque nous descendons de paysans français, qui possèdent éminemment cette ténacité terrienne ; il se situe dans la géographie par les difficultés mêmes de l'enracinement sur un sol difficile à conquérir et à posséder. Notre vouloir-vivre s'est longtemps affirmé sous la forme d'une survie plus que d'une vie et d'une survie presque uniquement centrée sur le sol nourricier.

Quelques sursauts, la crise de 1837 en particulier, n'empêchent pas celui qui cherche à dégager les leçons de l'histoire de constater que jusqu'à la Confédération notre existence s'est exprimée surtout par un enracinement progressif sur le sol. Les saignées au profit des États-Unis avaient commencé de se produire et devenaient même une plaie, l'exode vers les villes se dessinait vaguement. Pourtant, de nouvelles régions ne cessaient pas de s'ouvrir où notre envahissement était assez compact pour constituer une véritable prise de possession. De nos jours encore l'enracinement se continue sur les positions acquises et cherche toujours à s'établir en des habitats nouveaux.

Avec la Confédération et dans son prolongement s'accentue un second trait de notre physionomie nationale actuelle ; et ce trait ne doit à peu près rien à notre histoire ancienne, à notre passé français, ni à notre titre géographique d'américains. C'est le doute de nous-mêmes. Il résulte pour beaucoup des institutions politiques qui nous régissent et du manque d'envergure et de courage de ceux qui nous représentent dans les Parlements.

Avant la Confédération, nous étions plus sûrs de nous-mêmes et plus fiers que nous ne le sommes maintenant. Nous n'avions pas assisté autant aux tergiversations et aux capitulations de nos chefs. Ni Papineau, ni Lafontaine ni même le Cartier d'avant 1867 ne s'étaient préoccupés *d'abord* du parti, *ensuite* des intérêts des Canadiens français.

Avec le fédéralisme, commence l'ère des capitulations provinciales au profit de la superstructure fédérale dont on attend beaucoup et qui ne pourrait nous donner quelque chose que si nous nous unissions une fois pour toutes, d'un coin du pays à l'autre. Au fur et à mesure que cette

union nous apparaît plus problématique, nous doutons davantage de nos possibilités politiques.

Nous naquîmes à la peur en nous fédérant avec les provinces anglaises. Curieux contraste avec l'époque de l'union des deux Canadas, où notre politique n'a jamais été plus brillante, malgré la précarité de notre situation d'alors et les représailles qu'on exerçait le plus possible contre nous.

A cette époque pourtant, les partis et l'esprit de parti n'étaient pas venus brouiller nos concepts, le « football » parlementaire, à l'anglaise, n'était que naissant et notre mentalité française n'était pas assez contaminée dans sa logique pour ne pas voir que ce qui importait avant tout c'étaient nos droits.

Depuis 1867, nous doutons de nous-mêmes, parce que nos chefs ne finissent plus de nous prêcher la sagesse pour ne pas éveiller l'attention de nos partenaires et qu'ils concèdent le plus possible dans le domaine fédéral pour garder au moins l'apparence de la souveraineté provinciale.

Le doute de nous-même provient de toutes ces hésitations sur l'attitude à prendre, des

volte-face accomplies par nos dirigeants. Actuellement, nous ne savons même plus s'il faut tabler sur une politique fédérale ou sur une politique provinciale. Notre nation dans son ensemble est hésitante, désemparée. Ceux-mêmes qui veulent prendrent en mains ses destinées ne savent peut-être pas au juste où ils vont.

Ce doute — qui me semble avoir originé dans le domaine politique et qui naît sans cesse d'une politique démissionnaire — s'est insinué dans toutes nos activités. Nous doutons de notre capacité de réussir en affaires, de la valeur de notre système éducationnel, de nos chances mêmes de survivance, de la possibilité d'un renouveau. Nous ne nous risquons guère à parler français en des lieux (par exemple à Montréal) où on pourrait nous répondre en anglais.

Convenons-en, nous avons un peu honte d'être Français ; et nous passons notre temps à nous déprimer en nous comparant d'une manière défavorable à nos compatriotes de langue anglaise, qui sont bien loin de nous valoir.

Tout cela est assez sot et provient, je le répète, du manque d'envergure et de cran de ceux que nous choisissons pour nous représenter à Ottawa

ou à Québec ; cela dépend aussi de l'extrême pusillanimité de nos éducateurs.

Malgré tout, nous demeurons fiers. Dans le peuple, la fierté d'être Français existe encore à l'état spontané. Dieu merci, elle commence d'exister d'une manière robustement lucide dans une certaine élite.

Cette élite nouvelle, qui n'est ni celle de l'argent, ni celle de l'influence, mais bien une prometteuse élite de la pensée se recrute dans les jeunes générations et nous réserve un bel avenir.

La fierté, d'ailleurs, ne nous a jamais complètement abandonnés. Nos paysans ont toujours été fiers. Nos chefs le sont demeurés en général jusqu'à la Confédération. Depuis lors, nous n'avons jamais manqué, même aux heures les plus sombres, d'un Henri Bourassa, d'un Lionel Groulx, d'un Armand Lavergne . . . Ces hommes et quelques autres nous ont empêché de perdre toute fierté.

Malgré donc notre doute de nous-mêmes, il est vrai de dire que nous demeurons fiers, que du moins ceux d'entre nous qui ont encore du

cœur au ventre ne songent pas à s'aplatir devant quelques milliers de coloniaux britanniques, alors qu'ils se savent issus du vieux sang français.

CONCLUSION

Voilà ce que nous sommes, au point de vue psychologique. Voilà tracé, aussi objectivement que je l'ai pu, notre portrait moral.

Enracinement sur un sol âpre, timidité et doute d'un peuple vaincu, puis minoritaire, fierté qui subsiste quand même comme une vieille et noble tradition française. Voilà les trois grandes caractéristiques générales qui expriment notre tempérament national. Nous avons vu au début, dans une analyse minutieuse, les sources historiques et géographiques de nos qualités et de nos défauts. C'était une première texture, une analyse préliminaire qui nous a permis de dresser ensuite une synthèse des éléments essentiels de notre physionomie actuelle.

Nous venons de déposer le bilan de notre mentalité, après avoir jeté un coup d'œil sur

l'avenir géographico-politique de notre pays. Il est temps de passer aux moyens précis de préparer l'avenir.

CHAPITRE TROISIÈME

VERS LA MATURITÉ

C'est dans la même mentalité volontairement optimiste que j'aborderai l'étude des assomptions de notre nationalité. Notre effort, je pense, doit porter dans trois domaines bien différents, qui importent tous les trois à des degrés divers et qui sont d'ailleurs solidaires.

Nous parviendrons à la vie pleine comme peuple en nous affirmant davantage dans le domaine économique, politique et culturel. Cependant, à la base de ces trois activités, devra s'inscrire une vie sociale de plus en plus intense et aussi un approfondissement réfléchi de nos aspirations religieuses.

I

APPROFONDISSEMENT SOCIAL

La vie sociale, c'est la vie privée de la personne en tant que membre de la société, c'est aussi la vie de la famille, cellule de la nation. C'est, en d'autres termes, la vie de tous les jours de la nation, la vie des hommes d'un pays qui pensent et agissent en tant que personnes, en tant que membres de la société, en tant que vivants, si l'on veut, mais non pas en tant que gouvernants ou gouvernés. C'est la vie tout court. Ne serait-ce pas ce qui à l'heure présente nous manque le plus : une vie montante et bouillonnante ? Nous végétons dans une grise survie.

Que faire pour revigorer notre vie agonisante ? Utiliser le passé pour préparer l'avenir. Utiliser les fautes du passé comme ses réussites, en un mot partir de ce que nous sommes vers ce que nous devons devenir.

LA FRANCISATION

Nous sommes par l'histoire un peuple français. Nous devons chercher à nous franciser à

plein. Il ne s'agit pas seulement de combattre l'anglicisation et l'américanisation toujours menaçantes, mais de marcher vers du positif, vers une plénitude de vie française. Notre langage, nos habitudes, nos aspirations doivent tendre à une vie française totale.

Une partie de notre élite se passionne de plus en plus pour un idéal de culture universaliste dans la perspective parisienne. Nos intellectuels les plus lucides ont bien fini de bouder la France. Ils cherchent à la transplanter vraiment sur notre terre. Ils n'ont plus les yeux fixés sur la vieille France du XVIIIème siècle, mais sur le Paris actuel, qui n'est pas, quoiqu'on dise, la capitale de la décadence, mais celle du véritable progrès spirituel.

On commence à comprendre chez nous que pour élever le niveau social et culturel d'un peuple de langue française, il n'y a d'infaillible que la fascination de ses élites par la Cité-lumière. La mentalité française, avec ce qu'elle comporte de solidité et de grâce, circulera des élites au peuple et finira par nous dégrossir, par nous alléger et par nous élever. Faisons au plus tôt de Montréal un centre de rayon-

nement français qui fournira sans cesse à la province des raisons de vivre plus intensément. Que l'élite de notre Paris en miniature soit le véritable ferment de vie où les aspirations provinciales viendront puiser sans cesse le rajeunissement et les idées-forces !

Laissons-nous fasciner par ce qu'il y a de plus généreux et de plus hardi dans les milieux français d'avant-garde. N'oublions pas pour autant les adaptations nécessaires et la prudence. Nous en viendrons vite à prendre en grippe la T.S.F. américaine, le cinéma américain, le magazine américain, le journal à l'américaine, tous poisons qui nous intoxiquent et qui entravent notre plein épanouissement dans la vie de tous les jours. Voilà un premier moyen d'élever le niveau de la société que nous constituons.

Quand je parle de nous franciser à fond, de nous parisianiser, j'entends que nous tendions à penser et à sentir d'une manière plus largement humaine, à nous dépouiller de nos préjugés et de nos tics pour vivre une vie qui soit à la fois complètement française et largement accessible à tous les enrichissements venus d'ailleurs, mais assimilés et intégrés dans notre

particularisme. Cette forme de francisation s'adresse surtout à notre élite, qui manque tant de prestige et de valeur conquérante parce qu'elle est une élite statique et provinciale, alors que le vrai ferment de la France est la bouillonnante élite parisienne.

Combien d'autres valeurs sociales s'inscrivent dans le prolongement de cet approfondissement de notre mentalité française : le respect de la femme, le culte de la compétence, l'amour du beau travail et du bel art, une atmosphère familiale à la fois plus exigeante et plus respectueuse, le souci de vivre loyalement selon ses convictions quelles qu'elles soient.

Nos élites, jusqu'à ces dernières années, ont été les plus grands ennemis de notre peuple, par leur snobisme anglais ou américain, tout autant que par leur manque de prestige spirituel. Notre bourgeoisie scandalise sans cesse notre peuple auquel elle ne cesse de prêcher par ses exemples une survivance sans gloire.

La mentalité française pleinement possédée est en somme, avec notre catholicisme, la base de notre armature nationale ; elle est aussi notre première valeur sociale.

Francisés jusqu'au fond de l'âme, nous aurons plus de facilité à organiser solidement un corps véritable d'institutions sociales conquérantes. Dès maintenant, nous avons beaucoup de société « nationales » qui ont toutes pour but de nous assurer la survivance en fortifiant notre noyau social. Il faudrait les revigorer, les tourner vers l'avenir, vers la vie montante et les réalisations fécondes.

Parmi ces sociétés, la plupart s'adressent à l'élite, à la bourgeoisie. Celles-là devraient s'orienter plus vers l'étude que vers une action qui n'est souvent qu'un académisme ou qu'une agitation stériles.

LE SYNDICALISME

D'autres sociétés cherchent à grouper le peuple, et ne lui offrent la plupart du temps ni la puissance, ni le prestige des institutions étrangères qui rivalisent avec elles. C'est dans ce domaine qu'un effort gigantesque doit être fourni au plus tôt par les nôtres.

Le syndicalisme national serait très fort dans le Canada français, s'il pouvait compter, non

seulement sur la sympathie des dirigeants de la nation canadienne-française, mais aussi sur la compétence de ses propres dirigeants. Hélas ! il y a bien des malentendus dans ce domaine et un certain manque d'audace, d'horizon et de largeur de vues dans la direction générale des « Syndicats » les empêche de jouer le rôle de premier plan qui devrait être le leur.

Songeons que si les Syndicats québécois étaient unis d'un coin de la province à l'autre, ils pourraient contrebalancer l'influence prépondérante du capital étranger, forcer les industriels québécois à tenir compte non seulement de nos revendications particulières dans le domaine du salaire ou des conditions de travail, mais aussi dans celui, plus profond, du respect de notre mentalité particulière. Actuellement, nous assistons à une phase décisive du combat entre notre syndicalisme et les internationaux. Alors que le syndicalisme national gagne du terrain dans les petites et moyennes villes, il recule dangereusement à Montréal et menace de jeter dans un réseau d'influence américaine et américanisante une bonne moitié de notre population ouvrière. Cela pourrait avoir des

conséquences abâtardissantes pour notre peuple, si on n'y remédiait au plus tôt.

Je rêve d'une vaste fédération de tous les syndicats canadiens-français, où les aspirations de tous les corps de métiers seraient respectées et sauvegardées et qui grouperait dans une ligue fraternelle de protection nos ouvriers des villes. Ce rêve serait peut-être utopique si nous n'avions déjà l'équivalent chez les travailleurs de la terre avec l'Union Catholique des Cultivateurs.

Or, c'est sur un organisme social de cette envergure que nous aurions beau jeu de bâtir une politique vraiment conquérante.

LE COOPÉRATISME

Une autre œuvre qui s'impose à notre attention, parce qu'elle est féconde et qu'elle prend de l'importance chez nous, c'est le coopératisme. On s'étonnera peut-être que j'aborde cette question au chapitre du social. C'est que je me refuse à considérer le coopératisme comme une pure doctrine économique, encore moins comme une solution complète à tous les problèmes économiques.

Il reste que le coopératisme s'impose. Il s'impose d'abord à cause de son importance sociale. Il est le ligament providentiel qui fortifie, unifie et rend plus fraternel un milieu donné. Il apprend plus à vivre sainement et économiquement, à vivre selon ses moyens que les plus belles études abstraites ne sauraient l'enseigner. Il enseigne par son existence même la solidarité et la prudence. La cohésion qu'il introduit dans une société rend celle-ci plus vigoureuse, plus inquiète de solutions, non seulement économiques, mais aussi sociales et politiques.

Le coopératisme se présente donc comme une valeur bien plus vaste sous son aspect social que dans la perspective purement économique où il ne s'affirme que comme un catalyseur d'importance moyenne. C'est par lui que notre milieu social verra peu à peu ses préoccupations et son niveau s'élever. Que là encore on aboutisse à l'étude avant de se livrer à une action non suffisamment pensée et concertée !

LE CORPORATISME SOCIAL

J'ai esquissé dans « *Pour un ordre personnaliste* » les grandes lignes d'un corporatisme social — qui préparerait une cité pluraliste corporative. Je crois que les corporations qui existent déjà chez nous devraient tendre à s'épanouir et à préparer l'avènement d'une politique inspirée par le social et rendant ses comptes à la socialité. Si le social passe avant le politique, comme la vie de tous les jours dépasse en importance la vie électorale occasionnelle et même l'organisation gouvernementale, si on doit en venir à liquider en partie l'électoralisme pour le remplacer par le vote corporatif à plusieurs degrés, si enfin c'est d'une vie sociale assainie et agrandie que doit naître une saine politique, nous ne devons pas cesser d'étudier cette doctrine enseignée par les Papes et sanctionnée par les heureux résultats qu'elle a commencé de donner dans certains pays. Non seulement nous devons l'étudier jusque dans ses racines philosophiques qui plongent au cœur de la personne humaine, nous devons aussi chercher à placer au pouvoir des

hommes qui sauront favoriser sa réalisation pratique.

II

DÉPART EN SPIRITUALITÉ

Chez nous, une vie nationale forte repose, nous le savons, tout autant sur notre catholicisme que sur notre âme française. La langue française, qui nous distingue des autres habitants de l'Amérique du Nord, et qu'on peut considérer avec justesse, dans notre milieu particulier, comme une gardienne vigilante de notre foi, n'est pas la seule valeur à sauvegarder pour que nous montions vers une maturité véritable. Notre catholicisme doit cesser d'être une habitude pour devenir une vie. J'ai assez décrit dans « *Pour un ordre personnaliste* » [1] cette vie féconde que je souhaite à chacune des personnes de notre nation catholique pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir. N'oublions pas, dans nos aspirations terrestres légitimes, l'uni-

(1) Troisième partie, chapitre 2.

que nécessaire. N'oublions pas surtout que nous ne monterons efficacement vers un patriotisme conquérant que si nous mettons au premier plan toujours les valeurs de l'esprit par excellence que sont les valeurs religieuses. Cela est si vrai que même des pays anti-chrétiens comme la Russie et l'Allemagne ont cru opportun pour alimenter leur racisme spirituel de diviniser l'un la technique, l'autre le sang. Pour nous, qui ne songeons qu'à un patriotisme éclairé, il importe par-dessus tout que nous ne cessions pas de nous élever vers les pleines lumières spirituelles. Prenons bien garde que l'aspiration chrétienne globale du groupe ethnique que nous constituons ne se démentisse pas dans les fléchissements des personnes. Le patriotisme est une valeur de l'esprit. Or il existe une telle fraternité et une telle corrélation entre les valeurs spirituelles que la mystique nationale, positive et conquérante, dont nous rêvons ne saurait grandir si nous ne tendions à nous élever parallèlement au rang d'une nation chrétienne véritablement fervente.

Ce besoin intense d'une véritable élite chrétienne et catholique n'est pas seulement le besoin

essentiel à la personne humaine, l'unique nécessaire en cette vie ; dans notre cas particulier de peuple catholique et menacé dans l'intégrité de sa foi par des promiscuités envahissantes, la nécessité de la ferveur acquiert une valeur nationale. Si nous manquons tellement d'hommes qui soient capables de désintéressement pour une cause, c'est dans l'affadissement et le conformisme de notre vie religieuse qu'il faut en chercher la cause. Comment seraient-ils aptes à se dévouer, ces bourgeois sans idéal, catholiques de nom, impuissants à comprendre aucune sorte d'abnégation et qui n'ont de goût profond que pour les petits plaisirs terrestres et les nourritures grasses ? Pour être de véritables radicaux, il faut être ou bien des athées militants ou des chrétiens convaincus. Il faut pouvoir s'oublier soi-même au service d'une idée.

UNE MYSTIQUE POSITIVE

Ce qui nous a manqué jusqu'ici, c'est véritablement une mystique nationale et une mystique positive. Nous avons eu et nous avons

encore ce que j'appellerais la mystique de la pauvreté ; nous cédons parfois à la mystique de la persécution. Nous ne finissons plus de parler de notre pauvre petit peuple et de ressasser nos petits griefs. J'oserais dire que nous possédons la mystique de la petitesse. Tout cela est du négatif, du pessimisme, et ne nous achemine vers rien de vraiment grand.

Ni nos hommes, ni nos aspirations nationales n'osent viser à la grandeur. Nous aurions une vie à tout le moins plus gaie si nous nous laissions aller à la mégalomanie plutôt que de croupir dans la manie de la persécution.

Ce que j'entends par une mystique nationale positive, c'est un légitime désir de conquête dans tous les domaines à la fois et spécialement dans les trois domaines que nous aborderons à l'instant, celui de l'économie, celui de la culture et celui de la politique.

Ce désir conquérant ne comporte de haine contre personne. Il consent même à oublier ce qu'il peut y avoir de déprimant dans les expériences d'autrefois ; et il ne conserve de certains malentendus historiques que le souci de

ne plus retomber dans les erreurs passées et une juste défiance à l'égard de nos partenaires anglais. Cette défiance n'exclut ni l'estime quand il y a lieu, ni le mépris quand il s'impose. Elle n'exclut pas la collaboration ; mais elle la veut sur un pied d'égalité absolue.

Il importe souverainement, en effet, que nous prenions une attitude décisive et définitive au sujet de nos concitoyens de langue anglaise. Entre eux et nous, il ne doit pas y avoir de haine et il n'y en a que chez quelques extrémistes. D'autre part, nous devons éviter des illusions, qui peuvent être généreuses, mais qui manquent de réalisme. La vérité est qu'il y a incompatibilité absolue entre les Canadiens anglais et nous et que nous devons accomplir nos destinées parallèlement. Ce parallélisme n'exclut pas les contacts nécessaires, mais il répudie les génuflexions inutiles et malencontreuses. En somme, il y a, de part et d'autre, une peur qui s'explique, une jalousie qui se comprend. Quand, de notre côté, nous nous serons affirmés dans tous les domaines, il y aura, des deux côtés, une froide acceptation des *faits*, et tout ira mieux.

En tout cas, l'essentiel en ce qui nous concerne est que nous cessions de tendre à devenir « de tout repos » pour chercher à nous imposer. Or, l'histoire nous apprend que c'est rarement par la force, mais bien plus par la valeur que les peuples de moyen calibre s'imposent à leurs voisins et à l'attention du monde. Fut-il jamais peuples moyens plus rayonnants et moins belliqueux que le peuple belge et le peuple suisse ?

Qu'attendons-nous donc pour nous faire remarquer comme eux par la valeur de notre système économique et politique, par la densité de notre culture ? C'est alors que nous nous imposerions aux deux Amériques, qui tourneraient volontiers leur attention vers nous, si nous cessions de pleurnicher pour construire.

III

LA CONQUÊTE ÉCONOMIQUE

Mépriser le facteur économique dans la vie d'un peuple est aussi sot que de le surestimer. Il s'agit donc de nuancer cet aspect de notre

problème national, celui qui intéresse tout le monde, surtout en Amérique du nord, ce continent où la fascination de l'économique est devenue un véritable culte du veau d'or.

Nous devons nous intéresser à l'économie ; d'autant plus que notre débrouillardise naturelle et notre bon sens nous servent admirablement dans les affaires, quand nous y joignons l'esprit de travail et le souci de la « belle ouvrage ».

Notre rôle en Amérique est de construire une économie solide et équilibrée, à la française. Il ne nous est pas demandé, et d'ailleurs il ne nous serait pas permis, de prendre le contrôle des affaires du continent où nous vivons. Notre contribution, à nous, doit être proportionnée à notre importance numérique et à nos moyens relatifs.

Or, avant de rayonner il faut être. Par quel moyen pouvons-nous arriver à exister vraiment au point de vue économique dans notre propre pays ? Nous avons déjà une robuste « existence » dans le domaine agricole et, comme l'agriculture est la base de toute économie, nous ne sommes tout de même pas si pauvres.

De même devons-nous admettre, pour être justes envers nous-mêmes, que nous possédons le plus grand nombre des établissements de commerce de détail de la Province de Québec. Que si dans le haut commerce, dans l'industrie, et surtout dans la finance, notre part est maigre à l'heure présente, il s'agit d'opérer le rétablissement qui s'impose. Ce rétablissement ne sera ni long ni difficile à accomplir, si nous entreprenons une campagne active et réaliste en faveur de nos maisons d'affaires.

Cela m'amène à un problème bien controversé dont je me permets de faire le centre de mon étude sur notre redressement économique, le problème de « l'achat chez nous ».

ACHETER CHEZ SOI

Est-il bien réaliste de vouloir apporter de petites solutions aux grands problèmes ? Est-il téméraire de penser que nous pourrions rapidement conquérir notre indépendance économique par le truchement de « l'achat chez nous » ?

Les formules les plus diverses de notre redressement national semblent, pour l'heure, s'être cristallisées autour de cette solution simple comme la vie de tous les jours. Les coopératives elles-mêmes, pour être vraiment effectives et pour jouer dans la nation leur rôle bienfaisant, cherchent toutes à encourager nos producteurs de matières premières. Ne semble-t-il pas que ce soit un acte élémentaire et tout simplement normal que d'encourager les siens ?

Chez nous, ce n'est pas si simple. N'oublions pas que si nous sommes français par l'histoire, nous sommes américains par la géographie. Puissante est la publicité sur nos esprits facilement gobeurs. Toutes les publicités nous sollicitent. Depuis celle qui, tapageuse, résonne à la T.S.F. jusqu'aux insinuations sournoises qui courent sur les lèvres des employés des grands monopoles. De quelles maisons d'affaires canadiennes-françaises n'apprenons-nous pas, au moins une fois par semaine, qu'elles viennent d'être vendues aux Juifs ? Nos diseurs de mauvaise aventure ont une prédilection pour la vente aux Juifs. C'est plus impressionnant.

Si le renouveau qui se manifeste chez nous, dans la vie nationale, doit dépendre pour beaucoup d'une assise économique plus solide, il convient, je pense, d'étudier, sans illusions mais sans défaitisme, le problème de l'achat chez nous, qui semble la condition de base d'une conquête économique à notre profit.

Contre cette formule qui semblait devoir rallier tous les suffrages, quelques voix se sont donc élevées. Les uns ont crié à de l'odieux boycottage. D'autres ont parlé avec mépris d'un manque d'envergure dans les conceptions économiques et ils n'ont pas manqué de nous apporter l'exemple contraire chez les « Anglais ». Oublieraient-ils les campagnes du « Buy British », du « Buy in Ontario » ? En tout cas, on a protesté contre ce qu'on a cru être un retour au « fatal isolement » de nos pères.

D'abord, « l'achat chez nous » s'impose-t-il ? Oui. À une foule de points de vue. Pour augmenter le nombre de nos maisons de commerce, d'industrie, de finance, il faut que le public se décide à encourager celles qui existent déjà. D'autres naîtront, quand elles sauront qu'elles peuvent compter sur une opinion qui

leur est d'avance favorable. Ces institutions diverses, de leur côté, auront le souci de rendre au public la confiance qu'il met en elles.

Le nombre des patrons canadiens-français et le nombre de leurs employés s'accroissant, notre richesse se stabilisera, elle ne s'écoulera plus hors de nous comme un fleuve fou. En effet, — je me plais à le répéter — nous ne sommes pas si pauvres. Nous disposons d'un pouvoir d'achat considérable, que nous avons malheureusement pris l'habitude de diriger contre nous. Peut-on dire d'un peuple qu'il est pauvre lorsqu'il possède la terre ? Nous possédons la plus grande partie des terres de la province de Québec et nos frères des autres provinces sont pour la plupart des agriculteurs. Or, l'agriculture, c'est la base même de la vie économique, c'est la source par excellence des matières premières et du pouvoir d'achat stable.

La base de l'économie d'un pays comme le nôtre demeurera probablement toujours l'agriculture ; mais nos possibilités industrielles sont multiples. Cependant, de nos jours, ni l'industrie, ni même l'agriculture ne peuvent se passer de la finance. Or, une réforme dans ce domaine

s'opérerait en un rien de temps, si nos institutions financières et le public s'épaulaient enfin franchement dans une fructueuse collaboration. Le public donnerait à ces institutions l'apport indispensable de sa clientèle, et celles-ci, à leur tour, feraient bénéficier le public de l'activité multiforme de la finance.

Il se trouve qu'en règlant le problème de l'économie, on aurait aussi beaucoup amélioré les conditions sociales du pays. Et c'est là ce qui compte, c'est vers le social que l'économique doit se tourner, parce que le social, c'est le domaine de la vie concrète et réelle, c'est le domaine de l'humain.

Mais comment cette conquête économique peut-elle aider à l'assainissement du social ? Tout simplement parce que notre conquête économique substituerait peu à peu au « trust » anonyme une foule d'entreprises, rivales et moyennes, libérées des arrêtés arbitraires du monopole. Puis, si nous venons à posséder une économie sainement dirigée, celle-ci, à n'en pas douter, tablera davantage sur des entreprises moyennes que sur les grands trusts. Une économie qui se fait à force de courage et à force de

bras ne saurait imposer des prix uniformes et excessifs. D'autre part, le nombre des patrons, des gens qui pensent et qui prennent des responsabilités sera toujours plus considérable dans une économie qui repose sur des entreprises moyennes ; et c'est là un autre enrichissement humain et une utilité sociale qui ne sont pas à dédaigner. Or, ce renouveau économique d'ordre industriel et commercial aurait des conséquences plus profondes encore ; il nous franciserait. Le modèle de notre économie devrait être l'économie française, qui mériterait de servir au monde d'exemple vivant.

Voilà un des aboutissants normaux du mouvement « d'achat chez nous » qui est lancé depuis quelques années et qui ne s'orientera vers des réalisations vraiment fécondes que si, le plus tôt possible, il s'établit sur des bases réalistes et s'éclaire d'une lucidité complète. Il ne faut pas que ce mouvement aboutisse où il peut, mais où il veut. A cet effet, on serait bien gauche de se complaire dans des conceptions étriquées, morcelantes et incomplètes. Il faut voir le but dans toute son ampleur. Surtout, il ne faut pas oublier que l'économique ne saurait être une fin

en soi, que s'arrêter à l'économique, c'est aboutir à l'échec. Enrichir des non-convaincus, c'est préparer des renégats puissants. C'est à ces conditions, et à ces conditions seulement, que s'enrichir signifie s'affranchir et s'élever. Prenons bien garde de passer de l'idéalisme de jadis à une frénésie de réalisations terrestres qui nous détourneraient de notre rôle spirituel. Une nation doit tenir de compte du temporel. Soit ! Elle ne peut être grande, surtout de nos jours, si elle est pauvre de moyens humains, et abâtardie par l'esclavage. Soit encore ! Mais il restera toujours vrai que, valeur temporelle enracinée dans une économie, la nation doit surtout s'exprimer par un esprit. Autrement elle ne serait rien de plus qu'une société anonyme.

En somme, pour que notre conquête économique ait un sens et des résultats durables, il faut qu'elle soit épaulée par une mystique. Bien plus, je dirai qu'elle doit s'accomplir dans l'ascèse.

Sans doute, il ne faut jamais encourager la malfaçon, surtout chez les nôtres. Un mauvais produit canadien-français doit être impitoyablement boycotté, si le producteur ne manifeste

aucun souci d'améliorer sa marchandise. Encore faudrait-il l'avoir averti et ne pas blâmer à la légère des efforts souvent héroïques mal servis par les circonstances. Si l'on doit exiger des producteurs canadiens-français la qualité, la toute première qualité , il faut savoir à l'occasion s'imposer des sacrifices en leur faveur. Ainsi je préfère tel produit à tel autre. Tous deux sont cependant d'excellente qualité. Celui que je préfère est de fabrication étrangère. Je devrais m'imposer de « m'habituer à l'autre ». Par là, je me serais habitué à faire des sacrifices pour ma cause, celle de ma nationalité. J'aurais mis en branle un rouage psychologique puissant, j'aurais donné du mien. Je me serais « engagé ». C'est précisément l'engagement personnel qui est demandé actuellement à tous ceux qui, chez nous, ont des soucis patriotiques. Le temps des discours platoniques est fini.

Voilà que je me suis contenté de poser le problème comme il doit être posé. Je ne veux pas insister davantage sur une solution qui crève les yeux de ceux qui osent les ouvrir le moindrement. Enfin, ce n'est pas seulement l'achat chez nous qui nous sauvera ; c'est surtout la

multiplication de nos entreprises dans le domaine économique. Qui ne voit pourtant que ces entreprises ne se multiplieront que par les efforts concertés de toute notre population ?

Mais ce domaine de l'économie n'est nullement de ma compétence et je m'empresse de le quitter. Il est vrai que c'est plus qu'un problème de solidarité économique et de multiplication de nos entreprises qui se pose, c'est un problème d'éducation. Eduquons des générations plus audacieuses, qui ne craindront plus les risques de l'industrie, du commerce et de la finance ; mais éduquons aussi des générations plus lucides, plus conscientes de la plénitude de leur engagement, plus aptes à s'imposer des devoirs. Elles sauront encourager nos entreprises d'affaires, dans lesquelles elles auront appris à découvrir une des bases essentielles de notre vie.

IV

NOTRE ESSOR CULTUREL

Nous touchons, en abordant le domaine de la culture, le sommet de ce qu'on est convenu d'appeler les valeurs d'une nation. Une nation, c'est en effet un esprit qui s'exprime victorieusement par un groupe d'hommes, ou ce n'est rien. Or je prétends que c'est dans ce domaine que nous devons surtout nous imposer.

Ici on m'accusera de manquer de réalisme, de faire de la poésie. Je proposerai pourtant pour mot d'ordre de notre survivance particulière et surtout de notre vie montante la formule suivante : « l'universalisme dans le particularisme ». Lorsque notre élite et le peuple qui doit suivre tendront plus à la valeur humaine sous tous ses aspects et qu'ils chercheront davantage à faire de notre nation un foyer de culture particulière qui s'alimentera aux lumières universelles, nous serons plus existants et plus rayonnants que nous ne le sommes maintenant, nous serons en train de nous im-

poser comme nation, c'est-à-dire par une culture particulière émanant de nous.

Nous craignons pourtant de parler de culture. Nous trouvons ce vocable peu pratique et assez prétentieux. Nous sommes d'une modestie outrancière. Ne serait-ce pas en effet employer des expressions bien fortes que de parler d'essor culturel, d'universalisme dans le particularisme ? Nous doutons tellement de nous-mêmes que nous refusons de nous appliquer le moindre grand mot. Jadis il n'en était pas ainsi. Il y a vingt-cinq ou trente ans, nous étions beaucoup moins avancés, par suite beaucoup moins lucides ; et nous ne redoutions nullement le ridicule. C'est à cette époque que nous parlions tant de notre mission providentielle et que nous affections un mépris souverain pour les valeurs temporelles. Les temps ont bien changé. Nous sommes en mal de nous orienter surtout vers l'économique et nous méprisons, maintenant qu'elle existe, cette culture dont nous faisions tant de cas au temps où elle naissait.

C'est que nous avons subi et que nous subissons encore une crise de croissance, une crise

d'inquiétude. On a beaucoup dit de nous, et ceci était vrai en un sens jusqu'à ces dernières années, que nous étions constamment en retard d'une cinquantaine d'années sur l'Europe. Depuis, nous avons découvert, — ce qui est plus exact — que nous étions plutôt en retard de mille ans . . . En même temps, nous avons cessé d'être en retard de cinquante ans. Mais, je crois que je ferais mieux de m'expliquer.

Autrefois, nous nous plaisions à écrire et à lire dans le prolongement du romantisme. François Coppée et Sully Prud'homme, les PP. Delaporte et Longhaye, Etienne Lamy et Louis Veuillot, Montalembert et Ozanam, Lacordaire et Dupanloup : tels étaient nos auteurs favoris, ceux que nous cherchions aussi à imiter. Ils étaient oubliés pour la plupart dans la France intellectuelle de 1915. Nous continuions de leur rendre un culte. D'autre part, nous jurions nos grands dieux que nous étions classiques du XVIIième siècle, rien que tout ce qui est la plus fine fleur du plus pur classicisme. Cette position, qui ne manquait pas de fantaisie pour un observateur du dehors, a fait dire à nos premiers iconoclastes, Asselin et Fournier au

premier chef, que nous étions cinquante ans en retard.

Or, voilà que les générations montantes, ayant grimpé sur les épaules d'Asselin et de Fournier eux-mêmes, ont découvert la littérature et la pensée françaises contemporaines, que nous avions l'avantage, avant la guerre actuelle, de connaître presqu'en même temps que les Français. Et voilà que nous avons conclu, face à la pénurie et au caractère terne des œuvres canadiennes, en regard de la splendeur des œuvres françaises du XXième siècle, que ce n'était pas cinquante ans de retard que nous avions dans le domaine de l'écriture, mais mille ans. Nous étions précocement vieux comme tous les peuples jeunes.

Ce phénomène a fait de nous des douteurs. Les hommes cultivés de chez nous ne lisent guère les œuvres de nos écrivains. Sauf quelques exceptions, nos hommes de lettres ne connaissent à peu près rien de nos lettres. Ils écrivent les uns assez bien, les autres assez mal, en s'efforçant d'oublier qu'ils sont nés au Canada. Ils croient que ce phantasme tuerait leur art ou leur patience. Toutefois, notre cul-

ture s'accroît et s'épanouit au rythme où notre littérature s'évade de l'imitation d'un romantisme douceâtre pour devenir à la fois de son époque et de son pays.

Ce dont nous avons besoin au plus tôt, si nous voulons vivre bellement notre vie périlleuse, ce sont des raisons culturelles d'être. Nous manquons d'un fonds de culture qui nous soit propre. Notre groupe ethnique ne possède pas en lui-même la nourriture de ses aspirations. Certes, nous puisons aux sources françaises, qui sont de fort bonnes sources ; mais combien plus formerions-nous des générations fières d'elles-mêmes et passionnées du souci de vivre et de se grandir, si nous avions chez nous un plus grand nombre de poètes et de penseurs originaux ! Ne sont-ce pas les grandes œuvres spirituelles qui constituent l'armature solide d'une nation ?

Chez nous, trop longtemps, nous avons vécu du passé. Ce fut un passé grand, un rude passé. Je ne parle pas des soixantes dernières années de notre histoire politique, qui se consumèrent en stérile politicaillerie, mais du passé lointain où surgissent, sur un fond de fleurs de

lys et de sang versé, les noms de Champlain, de Maisonneuve, de Frontenac, de Montcalm, de Papineau, de Lafontaine, etc... Ce passé glorieux en faits d'armes, en luttes politiques pour la vie et surtout en cramponnement désespéré au sol, est cependant un passé trop défensif, un passé trop négatif pour qu'il soit parfaitement apte à étayer seul une vie dynamique et montante. Pour ne pas reculer, pour aller de l'avant, comme tout peuple qui réagit victorieusement contre la sclérose et la décadence, il faut surtout faire face à l'avenir, et j'ajouterai : à un avenir spirituel.

Notre plus fondamental patriotisme, si un patriotisme est pour un peuple l'instinct essentiel de conservation et une tendance vers le rayonnement, doit donc être culturel. Quand nous aurons une culture plus à nous, notre survie elle-même sera plus assurée, puisque nous aurons des raisons actuelles de vivre, puisque nous possèderons le ferment par excellence des dévouements et des abnégations : une culture spéciale à maintenir et à propager.

Pour qu'une nation vive et resplendisse dans le monde, il faut qu'elle soit la propagatrice

d'une mystique ; mais n'est-il pas évident qu'on ne propage pas ce qu'on n'a pas ?

Nos efforts les plus loyaux doivent donc tendre à la construction d'un robuste et rayonnant édifice culturel. C'est par là qu'on s'attend que nous nous affirmions en Amérique du nord, c'est par là surtout que nous nous nourrirons nous-mêmes, que nous poserons les bases sur lesquelles nous nous appuierons pour nous dépasser, d'une génération à l'autre. Les peuples qui vivent vraiment sont ceux qui intensifient sans cesse et repensent leur propre culture, qu'ils s'efforcent d'agrandir en assimilant tout ce qui mérite d'être assimilé chez eux et chez les autres.

Français par l'histoire, nous sommes Américains par la géographie. Ne négligeons pas un des facteurs essentiels de notre tempérament national. Née en Amérique, venue au monde en un siècle de progrès matériel et intellectuel, à un moment historique où l'audace et l'aventure sont à l'honneur, notre jeunesse ne se dévouera guère que pour des valeurs dynamiques. Ne nous arrêtons pas. Partons du passé, mais vers l'avenir. Le jour où dans notre pays

les jeunes générations seront fières de leur civilisation, des trésors culturels authentiques dont elles s'inspireront et où elles se seront formées, elles seront prêtes à vivre et aussi à mourir pour la patrie.

Est-ce qu'une véritable vie ne naît pas de l'esprit et ne se continue pas par l'esprit ? Est-ce que toutes les autres manifestations d'une vie riche : conquête sociale, économique, politique, ne seraient pas plus faciles et fascinantes si, originant d'un point de départ de fierté consciente, elles aboutissaient plus haut et plus loin que des résultats purement temporels ?

La seconde condition de notre essor culturel est une sorte de corollaire de la première.

Pour établir chez nous ce climat culturel qui soit apte à rayonner, il faut que notre culture table sur des valeurs éternelles, il faut donc qu'elle produise autre chose que des écrivains d'action en mal de réveiller leurs congénères alanguis. Il faut qu'elle crée. Nous ne sommes pas assez riches pour nous payer le luxe d'une trahison des clercs, ni pour tolérer que nos grands romanciers et nos grands philosophes, si nous venons à en avoir, se permettent d'écrire souvent des articles d'actualité politique.

Il nous faut à tout prix quelque chose de plus nourrissant ; nous avons faim de création. De même aussi les peuples d'Amérique latine, qui voudraient nous connaître, désirent-ils bien autre chose que d'apprendre nos recettes de conservation en serre chaude et les mots d'ordre des « messieurs bien » de notre *intelligenzia*. Ils attendent de nous un message spirituel. Grands admirateurs et amis de la France, ils osent espérer que trois millions de Français d'Amérique du Nord auront autre chose à leur offrir que les derniers programmes politiques de leurs illustres partis.

Nous avons, hélas ! bien peu de créateurs. Est-il nécessaire de rappeler que l'écrivain est par définition un créateur ? Son domaine propre est la fiction, la poésie, la pensée neuve. Seuls méritent à vrai dire le titre d'écrivain ceux qui font œuvre artistique. Seule la littérature pure demeure. L'essai polémique ou critique meurt ; l'essai pur survit aux siècles. On lit toujours les *Pensées* de Pascal. Qui relit les *Provinciales ?* Quelques Jésuites amusés. La poésie ly-

rique, l'épopée et son succédané moderne, le roman, sont par nature immortels. Toute œuvre littéraire née des événements périt avec eux. Les créations désintéressées vivent. Les grandes œuvres de nos créateurs de littérature artistique seront nos armes les plus efficaces de rayonnement intérieur et extérieur, parce que c'est dans de tels livres qu'une jeunesse se forme et non pas dans les écrits transitoires des journalistes et des écrivains d'action.

D'aucuns croiront peut-être que ce parti-pris de faire l'apologie des œuvres littéraires dynamiques et purement créatrices plus que des œuvres statiques et reconstructrices minimise le rôle de l'histoire. Pourtant, ceux qui, au Canada français, s'intéressent aux problèmes culturels le doivent surtout à l'histoire. Si nous insistons sur la nécessité présente des créations poétiques, c'est qu'elles nous manquent davantage. Nous avons quelques bons historiens. Nous attendons encore nos grands poètes, nos grands romanciers, et aussi nos dramaturges. De plus, notre passé n'est pas toujours un stimulant assez vivace ; précisément parce que, peuple petit et las de combattre, nous sommes plus portés à

survivre à l'ombre des nobles souvenirs qu'à nous livrer résolument au combat pour une plus grande vie future. Notre culture offrira donc à ceux qui voudront bien entrer en contact avec elle des œuvres de littérature pure ; et nos écrivains bien doués renonceront à l'action, à laquelle ils accorderont tout au plus, à l'occasion, un surplus d'énergie. Le meilleur de leur temps sera consacré à créer.

Cette littérature pure que je réclame sera-t-elle une littérature d'imitation ou une littérature originale ? Elle s'efforcera d'être originale, c'est-à-dire née du pays et spontanément jaillie de lui.

Il semble que je propose en ce moment une apologie du régionalisme. Pourtant, la troisième condition de notre essor culturel, c'est que nous nous dégagions du régionalisme pour tendre à l'universel. Ici, quelques précisions s'imposent. Si l'on entend par régionalisme l'étroite description d'un coin de terre particulier sur lequel se meuvent des héros qui ne manifestent d'autre originalité que celles des coutumes et des travers locaux, j'affirme qu'une formule aussi étriquée n'a qu'une valeur tem-

porelle, publicitaire. Il est une autre forme de régionalisme : celui qui, situé dans un temps et un lieu déterminés, cherche à se réaliser sur le mode éternel. Ce dernier régionalisme, c'est la littérature originale, celle qui s'oppose à la littérature d'imitation. Dans l'Iliade, tout est grec. Cependant, c'est l'homme, c'est l'humanité qui vit et nous intéresse à chaque page.

Quand nous parlons de littérature nationale régionale, nous n'entendons donc pas préconiser une littérature régionaliste, une littérature à thèse nationale, une littérature d'action nationale. La thèse et l'utilitarisme sont de notoires assassins de l'inspiration. La littérature nationale dont nous rêvons est celle qui puiserait dans l'âme des choses et dans celle des hommes ses sujets et ses ornements, mais qui élèverait les uns et les autres à un plan supérieur, en les traitant sur le mode majeur, éternel. Une telle littérature seule est durable et se dégage du régionalisme étroit.

Où puiserons-nous les sujets ? Dans notre vie actuelle sans doute ; et pourquoi pas aussi dans notre passé historique ou légendaire ? Pourquoi nos œuvres devraient-elles s'inspirer

du folklore grec de l'époque mycénienne, quand elles pourraient être la chair de notre chair, l'évocation d'un passé noble et nôtre ? D'ailleurs, les sujets que nous pourrions traiter sont grandioses et multiples. Fouillons notre histoire primitive, nos légendes. Remontons aux sources perdues de notre folklore. Pourquoi ne tenterions-nous pas d'élever au rang de héros éternels certains de nos héros nationaux ? La France, l'Allemagne, l'Italie, le Portugal et bien d'autres pays nous en donnent l'exemple. Dollard des Ormeaux, ce bel aventurier sans peur, n'est-il pas digne de prendre place dans la grande littérature aux côtés du fanfaron Achille, d'Ulysse le rusé, d'Hector et d'Andromaque ? Les héros éternels ne furent-ils pas au début des héros nationaux ? Des grands poètes les ont éternisés en les chantant sur le mode majeur.

Je vois donc, trois conditions à un retentissement fécond de notre culture en Amérique. La première serait que notre culture se fortifie assez pour devenir un foyer de création ; la seconde insiste davantage encore sur l'idée créatrice, puisqu'elle assigne à nos écrivains

la tâche de créer des œuvres de littérature pure, de préférence aux écrits d'action transitoire ; la troisième est l'épanouissement même du devoir de création, si je n'ai pas eu tort de présenter à nos écrivains l'idéal d'une littérature originale universelle qui déborderait le champ étroit du régionalisme tout en demeurant profondément canadienne.

Voilà pourquoi le renouveau culturel qui s'ébauche depuis quelques années est si prometteur de vie. Notre littérature devient plus vigoureuse et plus originale. Nous avons décidément pris la tête des différents mouvements artistiques canadiens. En peinture, nous ne retardons même plus sur l'Europe. Depuis plusieurs années la musique symphonique nous adoucit les mœurs. Le théâtre lui-même est en gestation chez nous. Nous avons quelques savants qui font parler d'eux à l'étranger. Il ne nous manque guère que des philosophes ; mais patience, ils finiront par venir.

Avant longtemps nous aurons dépassé l'époque des spécialités pour accéder à la culture générale. Il faut cependant avouer, pour être tout à fait honnête, que nous aurons encore de

rudes combats à livrer contre notre paresse d'esprit et notre statisme, pour franchir l'abîme qui sépare le didactisme appliqué et grognon des pleines lumières du véritable amateurisme intellectuel. Un jour viendra (et ce jour se lève avec les jeunes générations) où on ne traitera plus chez nous les intellectuels de « dilettantes », les artistes de parasites, où l'on n'appellera plus un homme cultivé un homme superficiel.

Notre cerveau s'est enfin dégelé et j'ose espérer que le temps des hivers est à jamais révolu. On ne nous empêchera plus de penser, parce que ceux qui s'objectent à la pensée sont dès maintenant irrémédiablement classés parmi les choses désuètes. Grâce à Dieu, nos pontifes sont débordés, le rabbinisme intellectuel sera bientôt défunt.

V

VERS UNE POLITIQUE CONQUÉRANTE

Il faut l'admettre : nous avons jusqu'ici manqué totalement de sens politique.

Depuis la Confédération en particulier, une foule de nos hommes apparemment les mieux doués se sont occupés de politique et n'ont pas réussi à nous doter d'une véritable politique nationale.

Presque tous ont sombré dans la richesse, dans la routine, ou dans l'isolement. La raison profonde de ces échecs repose en plus d'un cas sur des défauts de caractère ou sur une absence complète de caractère ; mais là n'est pas la question principale. Il s'agit de savoir et de prévoir, non pas de juger. Plus que le caractère, c'est la vision qui a manqué. C'est pourquoi il n'est pas inutile d'ébaucher les grandes lignes d'une politique nationale.

Le premier dogme de notre politique doit être celui de l'autonomie provinciale, c'est incontestable. Au mot « autonomie », qu'on est en train de vider de toute signification, il serait peut-être mieux de substituer celui de souveraineté. La Province de Québec est en effet un état souverain, qui garde pour elle la souveraineté interne et confie à Ottawa l'exercice de la souveraineté externe.

Pour s'assurer de ce caractère souverain de l'état du Québec, on n'a qu'à étudier un tant soit peu le pacte confédératif de 1867 et ses développements jusqu'à nos jours.

La confédération canadienne est de sa nature une fédération de provinces. Ce sont les provinces qui ont désiré de fonder telle forme d'état. Qu'on se reporte au préambule de la *Loi de l'Amérique britannique du Nord*. On y lit « Considérant que les provinces ont exprimé le désir de contracter . . . » Aux conférences de Québec et de Londres, ce sont encore les provinces qui ont voté comme des unités politiques distinctes.

La Loi de l'Amérique britannique du Nord n'a rien changé à cette caractéristique de la souveraineté des provinces canadiennes. Les provinces gardent leur souveraineté *interne*. La souveraineté *externe* est assurée par l'état fédéral. À cet effet, qu'on se souvienne du mémoire présenté en 1938 à la commission Rowell-Sirois par le gouvernement du Nouveau-Brunswick. Ce mémoire reprochait au pouvoir fédéral de vouloir empiéter sur les droits des provinces et augmenter les droits qu'il avait reçus en

1867 par les provinces *contractantes*. Un mémoire de la même époque de Me Émery Beaulieu s'exprimait dans le même sens pour ce qui concerne la Province de Québec.

Cette thèse de la souveraineté du Québec serait-elle discutable qu'il faudrait la prôner quand même. Là, en effet, est la base essentielle des progrès à venir dans le domaine politique. N'oublions pas que, malgré l'indépendance académique et nominale que nous confère le Statut de Westminster, le Canada, par sa servilité notoire, se maintient volontairement au rang de colonie. Pour nous désintoxiquer du colonialisme, il n'y a qu'une attitude psychologique à prendre : réclamer au moins la souveraineté provinciale, que des lois existantes et non révoquées nous permettent de réclamer. De plus, nous sommes sous la domination britannique. Ce ne sont pas les lois écrites qui nous régissent, mais les faits. Posons au plus tôt le *précédent* de la souveraineté provinciale. On s'inclinera devant cet accomplissement.

Il y aurait donc un double avantage à exiger d'une manière effective la souveraineté de l'état

québecois : un avantage psychologique et un avantage pratique.

Parmi les actes de souveraineté provinciale qui s'imposent, si notre politique provinciale consent un jour à se préoccuper de nous, Canadiens français, il y aurait un certain nombre d'expropriations au profit de l'état.

Si nos hommes d'affaires, malgré leurs aptitudes et leur esprit de travail, ne peuvent actuellement jouer un rôle prépondérant dans l'économie de notre province, c'est que l'incurie de certains gouvernants d'autrefois a mis aux mains de gens qui ne sont pas des nôtres la plupart des ressources naturelles qui pourraient nous permettre de construire une économie canadienne-française de premier plan.

Malgré que l'étatisation soit une solution discutable, elle s'impose chez nous, à tout le moins dans le cas de certains monopoles, qui dirigent toute l'économie d'une province qui n'appartient pas que je sache aux Messieurs qui détiennent les leviers de commande de ces organismes gigantesques. Qu'y aurait-il de choquant à ce que les pouvoirs donnés à ces Messieurs par un ministère, qui « représentait » le peuple

canadien-français, soient révoqués par un autre ministère qui représenterait ces mêmes Canadiens français las de se laisser tondre ?

Nous en viendrons à révoquer ces privilèges accordés à quelques consortiums accapareurs, précisement parce que le manque d'horizon de plusieurs de nos chefs politiques n'a pas su démasquer à temps le danger de tels monopoles et qu'un jour est venu où nous avons découvert que ces chefs politiques avaient réellement dépassé la mesure en créant un état de choses qui équivaut à la paralysie de notre propre économie.

Au nom de cette souveraineté provinciale que les constitutions nous garantissent, nous oserons demain administrer nous-mêmes, par nos représentants à Québec, les ressources naturelles qui sont nécessaires à la construction de notre propre économie. Ce monopole d'état nous nous le réserverons aussi longtemps que nous le voudrons, aussi longtemps qu'il le faudra pour le plus grand bénéfice des nôtres ; et si cet acte révolutionnaire scandalise, en Ontario ou ailleurs, nous nous contenterons de faire remarquer à ces Messieurs d'Ontario et d'ailleurs

qu'ils feraient la même chose s'ils étaient à notre place.

L'autonomie provinciale à laquelle nous devons viser doit donc être réaliste. Une politique de souveraineté provinciale serait et sera bientôt celle où notre gouvernement (comme tous les gouvernements du monde, moins le nôtre jusqu'ici) s'occupera *d'abord* de nos intérêts, *ensuite* de ceux des autres. Une telle politique commencera par la base : la protection de notre économie existante et la création d'une plus grande économie *nôtre* ; puis elle s'élèvera aussi à la mise en valeur de notre capital social et culturel. Nous aurons les organisations que nous voudrons, l'éducation que nous voudrons. Nous serons maîtres chez nous, quoi ! Nous aurons aussi des relations plus étroites avec qui nous voudrons.

LA POLITIQUE FÉDÉRALE

Cela entraîne évidemment une révision de notre politique fédérale. Le gouvernement fédéral est appelé à s'affadir peu à peu et à se transfor-

mer en une sorte de diète. Sans doute, à ce moment-ci, tout semble indiquer le contraire. Jamais on n'a tant centralisé en pays de Canada. Il y a pourtant d'autres provinces que la nôtre qui ont manifesté clairement qu'elles en avaient assez du fédéral et de ses empiètements.

Vienne la fin de cette guerre, je serais bien surpris que les Provinces Maritimes ne se missent à réclamer leur autonomie, qu'elles n'ont d'ailleurs jamais aussi complètement abdiquée que les autres provinces. Croit-on d'autre part que l'Alberta et que l'Ouest en général raffolent d'Ottawa ? Il n'y a que l'Ontario qui profite à fond d'Ottawa. Il arrive donc sous le régime confédératif, qui aurait dû instaurer un séparatisme de bon aloi, qu'on en est rendu à parler d'un complet séparatisme qui met en question l'existence même du Canada. Un fait certain, c'est que notre province ne cessera plus de réclamer son autonomie.

Au lieu donc d'attacher beaucoup d'importance au fédéralisme, les hommes de demain comprendront que l'affirmation chez elle, de notre province, est l'œuvre politique par excellence. Quant aux « représentants » fédéraux, ils auront l'œil fixé sur Québec plus que sur le Château Laurier. Ils sauront se faire respecter dans la mesure où les ministères provinciaux respecteront les engagements qu'ils auront pris envers leurs électeurs provinciaux. Il y aura encore hélas ! des caisses électorales, mais ce sera le gouvernement provincial qui commenditera les députés fédéraux qu'on s'accoutumera à considérer plutôt comme des mandataires de la Province que comme de véritables représentants du peuple.

Ces Messieurs, au lieu de donner des mots d'ordre, devront s'habituer à en recevoir. Là, en effet, gît une grande partie de nos malentendus. Trop de nos représentants fédéraux cherchent à s'attirer des faveurs, désirent des ministères, se laissent envahir par une psychose minoritaire dans l'enceinte redoutable d'Ottawa où ils osent à peine parler leur propre langue. Le jour où ce seront des gens de l'intérieur, doués de l'assurance de celui qui vit chez soi, qui donneront les mots d'ordre, tout sera changé pour le mieux.

Le prestige d'un Québec fort et uni, représenté à Ottawa par de véritables *mandataires* et non par de timides comparses qui se muent parfois en protestataires, ce prestige est loin d'être négligeable et il vaut la peine de tenter de le faire naître.

En somme, nous n'avons jamais essayé le régime de la Confédération, qui supposait une autonomie véritable de chaque province. Jusqu'ici, il n'y a que l'Ontario qui s'est avisée de manifester du prestige : celui du chantage et de l'intimidation.

Demain, bientôt, nous aurons nous aussi notre prestige, celui de trois millions d'hommes qui savent se tenir debout, puisqu'ils osent envoyer au parlement fédéral des mandataires qui se tiennent debout.

Cette solution obvie n'est pas le séparatisme caricatural dont on nous accuse parfois ; elle est conciliable avec une confédération rajeunie, qui s'inspirerait en particulier du fédéralisme largement décentralisé des cantons suisses. Pour ma part, bien que j'aie décrit dans *Leur Inquiétude* les tendances séparatistes des jeunes générations, aux environs de 1935, je ne suis

pas nécessairement séparatiste. Je veux la réalisation d'un ou de plusieurs états autonomes français. Si cette réalisation peut s'accomplir sous une confédération modifiée, réduite au rôle de diète, ou assimilable à la confédération suisse, je renonce volontiers au titre impopulaire de séparatiste.

RELATIONS EXTÉRIEURES

Tant que durera le régime confédératif actuel, nos représentants officiels à l'étranger seront nommés et influencés par Ottawa. Pourtant, rien n'empêche Québec d'établir dès maintenant, en y mettant le tact voulu, des contacts officieux avec les pays de l'Amérique du Sud par exemple.

Ces contacts, d'ordre économique et culturel, accroîtraient notre prestige interne au Canada et aux Etats-Unis. Il faut que dès maintenant, et avant d'être dépassés par d'autres dans ce domaine, nous nous posions comme les intermédiaires normaux d'une économie et d'une politique panaméricaines. Notre culture latine,

notre amitié pour les peuples de l'Amérique du Sud et la grande amitié de ces peuples pour la France (dont nous sommes tout de même une réplique minuscule et un symbole en Amérique), les ressources naturelles de notre province — qui sont complémentaires de celles des Argentins et des Brésiliens, par exemple — tous ces facteurs font que nous sommes largement indiqués pour être les ambassadeurs entre le bloc latin du Sud et le bloc saxon du Nord. Dans ce rôle diplomatique qui nous incombe et qui rejaillira en prestige sur nous, aux yeux des Américains et des Canadiens de langue anglaise, il ne conviendrait d'ailleurs pas que nous nous contentions de tirer au profit des autres les marrons du feu. Il y a là une source féconde de profits économiques, d'enrichissement culturel, en plus de l'acquisition d'un prestige indéniable.

LE MOYEN ?

Comment en arriver là ? Comment surtout un gouvernement soucieux d'un sain radica-

lisme dans le sens de nos intérêts les plus chers, peut-il parvenir à s'établir et à se maintenir à Québec ? Là est tout le problème. Là gît notre doute le plus profond de nous-mêmes, notre plaie la plus béante. Nous avons trop été déçus et trompés par nos chefs. Nous ne croyons plus à la possibilité de « l'état de grâce » chez eux.

Je crois fermement que le jour où les éléments désintéressés — il en existe — de nos divers groupes politiques sauront s'unir pardessus les malentendus et au-delà des rivalités personnelles et des susceptibilités, tout notre peuple sera « derrière » eux. Ils seront portés au pouvoir par une vague irrésistible. Rendus au pouvoir, ils auront à gouverner. Ils auront surtout à prendre position dans le sens que j'ai indiqué, il y a quelques instants. On leur pardonnerait moins qu'à tous les autres de sombrer dans le fédéralisme et de faire de la politique à courte vue, de la politique petitement canadienne ou maladivement « européenne ».

Mais, dit-on, ils devront s'adapter, ils devront tenir compte de la haute finance. Voilà le mot lâché. Voilà aussi la source de toutes

les erreurs du passé. On se liait les mains avant de commencer à gouverner, ou bien on négligeait de se débarrasser des entraves qu'une politique de dépenses excessives entraînait facilement.

Il y aurait un moyen très simple de se débarrasser dans cette province de la dictature de l'argent qui régit véritablement toute la politique canadienne et dont il est à peu près impossible de se défendre sur le plan fédéral. Ce serait de vivre selon ses moyens.

Chacun sait en effet que les gouvernements se mettent la corde au cou en autant qu'ils empruntent des sommes considérables des banques à chartes ou des compagnies d'assurances, en autant aussi qu'ils acceptent des monopoles de substantiels pots de vin électoraux.

Le dollar du peuple — l'expérience l'enseigne — peut fort bien remplacer les pots de vin trop généreux. D'autre part, il y a moyen d'administrer le budget provincial — qui est un budget d'envergure moyenne — sans se livrer à la merci des banques. Le jour où un gouvernement fort et courageux aurait besoin d'une somme considérable pour des travaux urgents, il n'aurait

qu'à lancer un emprunt provincial. Celui-ci serait souscrit sur-le-champ. Les banques se verraient réduites à leur rôle normal, qui n'est pas de contrôler l'économie et par suite la politique, mais de distribuer et de recevoir les argents du peuple et des gouvernements.

Le remède essentiel serait donc de vivre selon ses moyens. En effet, on n'aurait recours à des emprunts provinciaux que lorsqu'ils seraient absolument nécessaires ; on s'efforcerait d'économiser suffisamment pour que ceux-ci ne soient requis que le plus rarement possible. Notre province dans son ensemble aurait reconquis une forme vitale de la mentalité française ; le souci de l'économie et de la sécurité financière.

LA GRANDE OBJECTION

Nos timides — et ils sont nombreux — se récrient devant une position qui leur semble susceptible d'amener des réactions néfastes, des représailles de la part de la haute finance canadienne et étrangère. Croit-on vraiment que les industries établies dans notre province s'aviseront de « déménager », le jour où nos

gouvernants seront fermes ? Bien au contraire, les industriels de langue anglaise sauront se souvenir à temps que l'assainissement de notre économie provinciale, loin de leur nuire, rendra plus ardent au travail l'ouvrier canadien-français, qu'ils savent déjà plus paisible, moins gréviste et moins exigeant que celui des autres provinces. Ils sauront se faire une raison de n'être plus les maîtres absolus, parce qu'on ne les persécutera pas plus qu'avant et qu'on continuera de favoriser la libre initiative, d'où qu'elle vienne et à condition qu'elle consente à tenir compte des exigences légitimes du milieu où elle s'exerce.

Voilà donc esquissée à très grands traits la politique de demain, celle qui naîtra, j'en suis sûr, parce que je ne suis pas seul à vouloir qu'elle naisse, parce qu'elle est demandée à grands cris par tout un peuple las des démissions de ses chefs.

LES PARTIS DE L'AVENIR

Dans cet essai où il s'agit des orientations qui me paraissent s'imposer pour demain, je

me suis gardé soigneusement de faire allusion aux différents groupes politiques actuels. Je ne me reconnais pas le droit de faire de la politique active, ni celui de me compromettre en faveur d'aucun parti existant. Si on me demande ce que je pense des idées représentées par tel ou tel parti, je ne craindrai pas de me déclarer plus ou moins déçu des différents groupements politiques.

Jusqu'ici nos partis nationalistes ont été trop purement des partis nationalistes, c'est-à-dire protestataires. C'est un parti constructif qu'il nous faut ; et ce parti devra renoncer aux vieux slogans pour prôner des idées neuves, des idées qui sont au niveau de notre époque, à la hauteur des besoins de notre peuple. Parmi ces idées, la question constitutionnelle occupera le premier plan, parce qu'elle est vitale. Il faut tendre à un révisionnisme dans le sens de la décentralisation ; et ce révisionnisme n'aura donné tous ses fruits que le jour où le pouvoir fédéral, réduit au rôle de diète, ne recevra plus de nous des députés, mais des plénipotentiaires.

Le satisme conservateur, voilà la tare fondamentale de nos aspirations politiques. Il est certains dogmes, qui n'ont d'ailleurs rien à voir avec les dogmes catholiques, contre lesquels nous refusons de prendre parti. Parmi ces dogmes on trouve au premier rang : le capitalisme.

Songe-t-on pourtant que l'aspect communautaire du droit de propriété suppose parfois la socialisation de certains biens ? Mais avant qu'on ne se voile la face et qu'on ne me traite de communiste, je me permettrai de citer un passage de l'encyclique « *Quadragesimo anno* ». Voici ce que Pie XI écrivait : « Il y a certaines catégories de biens pour lesquels on peut soutenir légitimement qu'ils doivent être réservés à la collectivité, lorsqu'ils en viennent à conférer une puissance économique telle qu'elle ne peut, sans danger pour le bien public, être laissée entre les mains de personnes privées ».

Voilà ce qu'une voix particulièrement prudente et autorisée permet dans les grandes circonstances.

Cependant, il semble que cette solution radicale n'est requise que dans les cas désespérés,

dans les cas limites. Pour ce qui concerne les entreprises moyennes et même les grandes qui veulent demeurer dans les bornes de l'honnêteté, ne pourrions-nous pas prôner un programme corporatiste ?

N'est-il pas évident que le capitalisme conservateur a besoin d'être revisé, que le droit de propriété en ce qui concerne les biens de production doit être étendu à toutes les personnes qui participent à la production ? En effet, il faut bien l'admettre, la valeur *réelle* de l'œuvre produite dans certaine forme de grande industrie provient surtout du travail, et l'ouvrier peine au moins trois jours par semaine à une plus-value qui ne va ni aux techniciens qui dirigent l'usine, ni même à des patrons réels, mais à des capitalistes absents qui ne jouent aucun rôle effectif dans l'entreprise, se contentant de l'apport du capital réel ou « mouillé », lequel n'est à son tour que du travail cristallisé. Pourquoi ces constatations criantes ne nous émeuvent-elles pas, pourquoi surtout nos hommes politiques ne mettraient-ils pas en tête des programmes de l'avenir les idées

sociales d'avant-garde que la voix des Papes elle-même nous autorise à prêcher ?

D'ailleurs, il n'y aurait pas tant de chambardements à opérer pour en arriver là. Songe-t-on que, sous le régime capitaliste affadi et croulant qui nous pressure à l'heure actuelle, des lois existent qui de leur nature entravent l'expansion et la domination des monopoles ? Pour faire respecter ces lois et transformer les corporations actuelles et même les compagnies limitées en véritables corporations, il y aurait un moyen que les partis de l'avenir sauront employer, j'espère, ce serait de ne pas se lier avec les monopoles avant de commencer à gouverner. Je persiste à croire, en effet, qu'on pourrait pacifiquement et sans grandes commotions, par les seules forces de l'honnêteté et de la vigilance, transformer beaucoup d'organismes actuels de domination sournoise en véritables services de la société. Une des conditions de base de cette réalisation serait une provincialisation du travail, la nationalisation des syndicats sur le plan provincial. C'est ainsi que nos ouvriers sagement dirigés pourraient servir de contre-poids à la domination étrangère

et préparer effectivement notre ascension économique, en même temps que la conquête sociale et politique. En somme, que les partis politiques qui songent plus à « faire l'avenir » qu'à parvenir stérilement au pouvoir s'habituent à mettre de l'avant des idées plutôt que des hommes, qu'ils cherchent surtout à infuser dans notre vie politique et dans leurs programmes des idées sociales d'avant-garde, des idées sans équivoque. Le mal qui sévit à l'heure présente dans le monde entier et chez nous, c'est la pression occulte du capitalisme conservateur sur les puissances politiques. Le parti qui fera l'avenir sera celui qui osera déclarer une guerre à mort aux puissances d'argent, en s'appuyant sur les classes moyennes et sur les classes pauvres, non pas pour faire la révolution communiste, mais pour opérer l'assainissement et le redressement qui s'imposent, pour tenter une bonne fois la réconciliation du capital et du travail, de la seule manière logique : en favorisant la possibilité de sa rencontre dans les mêmes mains. Seule la corporation peut nous mener là, non pas la corporation médiévale, mais la corporation communautaire repensée à

la moderne. En somme, le devoir qui s'impose à nos hommes politiques catholiques, c'est une application adaptée au pays des principes de la sociologie catholique.

Pourquoi nous accrocher à l'étoile vacillante du capitalisme conservateur quand nous pourrions donner le branle à un mouvement d'idées nouvelles en cette Amérique du Nord où nous sommes le peuple qui a le plus d'aptitudes pour la pensée ?

Il nous faut donc des partis qui présentent des idées neuves, des idées jeunes. J'ai dit intentionnellement *des* partis. Ne sommes-nous pas en démocratie ? Mettre absolument tous nos espoirs dans un seul groupe ne serait-il pas dangereux ? Pour ma part, je rêve de plusieurs partis à tendances nationales qui lutteraient pour le pouvoir à Québec et qui s'entendraient tout de même assez sur l'essentiel pour envoyer à Ottawa un groupe compact de représentants qui n'auraient d'autre allégeance que l'allégeance québecoise, qui ne seraient en somme que des ambassadeurs de l'état souverain du Québec. Il faudra un jour en venir à cette solution.

Quoi qu'il en soit, je ne crois pas qu'il soit inutile de soumettre ces idées à la critique et aussi à l'analyse de ceux qui veulent dès maintenant faire avancer notre problème sur le plan politique. Le mot d'ordre essentiel ne me paraît donc ni « Politique d'abord ! », ni « Politique jamais ! », mais « Vie d'abord ! » vie montante qui s'exprimera dans tous les domaines à la fois !

Efforçons-nous de hausser notre niveau social, culturel, religieux ; la conquête économique s'opérera parallèlement et, un jour, une politique d'envergure solide s'édifiera sur ces bases. Voilà comment nous, qui tenons au titre de vivants, nous avons bien l'intention, non seulement de continuer à vivre, mais d'agrandir notre vie sur tous les fronts.

CONCLUSION

Il ressort de tout cela, au regard de celui qui n'est pas irrémédiablement blasé, que nous sommes un peuple vigoureux. Malgré nos erreurs et nos tares, malgré le statisme excessif de ce traditionalisme, qui nous tient en équilibre mais nous ralentit, nous sommes forts. Nous fournissons sans cesse les preuves de la force : une natalité abondante, une endurance physique sans égale en Amérique, un niveau moral remarquable. Surtout, nous commençons de manifester une virilité culturelle de bon aloi. Si on nous hait beaucoup, c'est qu'on nous craint. On se sent faible et on nous sent forts.

Ce qui nous caractérise au moment historique où nous vivons, c'est précisément cette force grise, plus statique que dynamique, plus incrustée dans le passé que tournée résolument vers l'avenir.

Ce que je souhaite violemment, à la fin de ce manifeste pour une vie plus grande, c'est

que nous ajoutions à nos qualités et à nos caractéristiques acquises une disposition nouvelle : l'audace. Ces réserves de vitalité comprimée que nous accumulons depuis trois siècles, qu'elles se décident à jaillir, que cette force acquise se permette enfin de se manifester en plénitude ! Décidons-nous à nous montrer tels que nous sommes aux autres Canadiens, c'est-à-dire les mieux adaptés aux conditions de vie du pays, les plus organisés, les plus vivants par l'esprit.

Malgré des apparences sombres, nous vivons à l'heure présente une époque féconde. Nous assistons à une aurore et non à un crépuscule. Un plus large épanouissement des esprits, surtout des esprits jeunes, des apports étrangers mieux accueillis et mieux assimilés, une plus grande curiosité dans le domaine des sciences, des arts, des lettres et de la philosophie commencent à nous donner confiance en nous-mêmes et nous font comprendre qu'on peut vivre une grande vie, même sous la tutelle temporaire de petits politiciens.

L'agonie de la ploutocratie, à laquelle nous devrions assister avec joie, nous donne le légitime espoir de posséder un jour la part qui nous

revient dans l'économie de notre pays. Certains mouvements politiques se dessinent qui finiront (grâce aux apports jeunes qui les noyauteront peu à peu) par se libérer des vieilles méthodes négatives et des slogans sonores pour proposer un idéal constructif.

Bref, nous commençons à nous tourner résolument vers l'avenir et c'est pourquoi je suis heureux de le répéter au nom de tous ceux qui veulent vraiment vivre leur vie :

Nous ferons l'avenir.

1943 - 1944

LA DIXIÈME PROVINCE

Une tactique qui favoriserait singulièrement la décentralisation, en même temps qu'elle hâterait notre conquête du nord, serait que nos frères du nord de l'Ontario et du nord de Québec se décidassent au plus tôt à réclamer ce à quoi ils ont droit : l'organisation en province de leur territoire. Pourquoi le chiffre neuf marquerait-il un terme à l'évolution du Canada ? La constitution fédérale prévoit la naissance de nouvelles provinces au rythme des besoins nouveaux. Or les gens du nord de l'Ontario et du nord de Québec habitent un territoire isolé, suffisamment délimité par la géographie, suffisamment populeux. Leurs aspirations particulières sont plus ou moins négligées par leurs gouvernements provinciaux respectifs. Dans les domaines de la voierie et de la colonisation, en particulier, on n'a pas un véritable souci de les aider à se développer.

D'autre part, le nord de Québec, très propice à l'agriculture, complète bien le nord de l'Ontario, qui est surtout minier et propre à l'industrialisation. La population française, des deux côtés de la frontière, possède à peu près la même mentalité, partage les mêmes idées. La population non française est en majorité d'origine européenne et se montre apte à collaborer avec la majorité française.

Cette province nouvelle, qui pourrait s'étendre du nord du comté de Laviolette au Sault Sainte-Marie et du lac Nipissing à la baie James, serait d'ailleurs bien accueillie dans la Confédération canadienne, si elle avait soin de s'appuyer pour naître sur les provinces excentriques, sur les Maritimes et sur l'Ouest, qui ne demandent pas mieux que d'affaiblir l'Ontario centralisateur.

La Province de Québec saurait comprendre que la perte territoriale qu'elle consentirait se rait largement compensée par les bienfaits qui résulteraient pour l'ensemble du groupe canadien-français ; d'autant plus que cette nouvelle province s'inscrirait dans une zone d'influence québécoise. Puis cette « décollation » temporaire ne serait qu'une étape unificatrice dans un ensemble historique à longue portée.

Il me semble, en tout cas, que tout incite les Canadiens français du nord à commencer dès maintenant une campagne adroite et réaliste en ce sens.

Une ville comme Sudbury, à cause de son importance minière et de son site central, se doit à elle-même de devenir une capitale provinciale et de cesser de subir la tutelle du sud de l'Ontario dont elle est d'ailleurs séparée par une région désertique de plus de cent milles de profondeur. Cette même cassure géographique existe sur toute la zone nordique tant dans Québec que dans l'Ontario.

N'y aurait-il pas là un pas à franchir dans notre conquête du nord ?

TABLE DES MATIÈRES

PAGES

INTRODUCTION 9

CHAPITRE PREMIER :

Le Canada français en Amérique 11

CHAPITRE DEUXIÈME :

Qu'est-ce qu'un Canadien français ? 25
Français par l'histoire 28
Américains par la géographie 43
Ce que nous pensons de nous-mêmes 53
Les trois grandes caractéristiques du tempérament national 57
Conclusion 63

CHAPITRE TROISIÈME :

Vers la maturité 65

I — Approfondissement social 66
La francisation 66
Le syndicalisme 70
Le coopératisme 72
Le corporatisme social 74

II — Départ en spiritualité. 75
Une mystique positive 77

III — La conquête économique 80
Acheter chez soi 82

IV — Notre essor culturel 91

V — Vers une politique conquérante 105
La politique fédérale 111
Relations extérieures 115
Le moyen ? 116
La grande objection 119
Les partis de l'avenir 120

CONCLUSION 129

APPENDICE : *La dixième province* 133

LEUR INQUIÉTUDE

François Hertel nous présente l'édition définitive de *Leur Inquiétude.* Toute notre jeunesse et les moins jeunes devraient s'empresser à cette lecture stimulante : ils en sortiront regaillardis, bardés d'espérance et prêts aux luttes décisives.

C'est bien du Hertel : vie intérieure débordante, exubérance universelle, allant irrésistible ! François Hertel a bien des talents ; pour ma part, je préfère l'Hertel essayiste, le défenseur très *up-to-date* de nos bastions religieux et nationaux, de nos convictions les plus chères.

Leur Inquiétude nous entretient des tourments qui travaillent l'âme de la jeunesse actuelle. L'auteur nous dit ce qu'est l'inquiétude, en distingue les différentes sortes, nous entretient surtout de ce qu'il appelle l' « inquiétude essentielle », « inquiétude humaine ». Après nous avoir brossé une esquisse de l'histoire de l'inquiétude, traité de l'inquiétude contemporaine, il insiste sur l'inquiétude des jeunes Canadiens français.

On appréciera surtout, dans ces pages, le sain réalisme d'Hertel, son horreur du conformisme, son mépris des pusillanimités « bourgeoises », son christianisme vivant. On goûtera la franchise et la hardiesse avec laquelle il aborde le problème de la Confédération, de même que l'expression toute simple de vérités comme celle-ci : « Nous le répétons, la vie de la grâce fondée sur le Christ comporte une solution au problème de l'inquiétude humaine. »

Un appel claironnant à la conquête de soi-même et du destin.

Théophile BERTRAND

228 pages : $1.25 (par la poste : $1.35)

FIDES — 25 est, rue S.-Jacques — Montréal

Imprimé au Canada — Printed in Canada

François
HERTEL

NOUS
FERONS
L'AVENIR

FIDES
MONTRÉAL